



Les banques de développement financent la spoliation et l'exploitation



Manifestation contre SOCFIN au Libéria, 2016.

Notre Opinion: Les évangélistes du <i>développement</i>	2
<i>Développement</i> : une compréhension qui vient du terrain.....	5
L'empreinte durable d'un projet peu connu de la Banque mondiale visant à obtenir des plantations en Afrique pour des milliardaires européens.....	9
Pourquoi les gouvernements devraient s'opposer aux tentatives de marchandisation des terres orchestrées par la Banque mondiale et les États-Unis.....	12
Indonésie : REDD +, le financement européen en faveur du développement et « l'économie bas-carbone ».....	17
L'implication des banques européennes de développement dans une société congolaise d'huile de palme perpétue le racisme de l'accaparement des terres de l'époque coloniale.....	24
La Banque africaine de développement et le secteur des plantations d'arbres.....	28
« Cela a toujours été ainsi » : une coopération qui ne coopère pas.....	33

RECOMMANDATIONS

Désembrouiller les concepts enchevêtrés avec celui du développement.....	36
« Les banques publiques de développement ne méritent pas leur nom ».....	37
Des terres volées ont été récupérées en Argentine.....	37
« Transformer le système ».....	37
Movus fait appel à la justice, d'ordonner la suspension des activités de chantier pour l'installation industrielle de cellulose UPM.....	37
Dictionnaire du développement.....	38

Ce bulletin contient des articles écrits par les organisations et les personnes suivantes : des militants du Brésil, du Gabon, de l'Inde, du Mexique et du Mozambique ; GRAIN ; The Oakland Institute, États-Unis ; RIAO-RDC, République démocratique du Congo ; le Réseau latino-américain de femmes défenseuses des droits sociaux et environnementaux ; et membres du secrétariat international du WRM.

Development Banks: Financing Dispossession and Exploitation

Notre Opinion

Les évangélistes du *développement*



Le présent bulletin se veut une réflexion critique sur le soi-disant *développement* et une mise en garde contre les stratégies de ceux qui le promeuvent pour pénétrer dans les territoires. On sait que le *développement* qu'imposent des centaines d'agences, d'organismes, de banques et de programmes — aujourd'hui camouflé avec des mots comme « durable » ou « carboneutre, » — est déterminant pour l'avancement du saccage vorace et de la destruction conséquente des forêts et des milieux de vie de millions de personnes. De plus, ces dernières années, ces acteurs s'allient de plus en plus avec le capital financier, qu'ils considèrent un allié du *développement* qu'ils renforcent avec des fonds publics.

Nous ne pouvons oublier que la notion de *développement* a été proclamée après la seconde guerre mondiale, lorsque le président Truman des États-Unis a profité de l'effondrement de l'Europe et affirmé que les États-Unis devraient utiliser ses *percées* et son *progrès* pour stimuler la *croissance* des régions *sous-développées*. Aussi, il a lancé un appel à tous les gouvernements pour qu'ils suivent son exemple dans la quête du *développement*.

C'est alors que le monde a été divisé en deux : les pays *développés* du nord et les pays *sous-développés* du sud. Si l'on considère le processus historique dans lequel cela s'est déroulé, on aurait pu appeler ces deux « blocs » : les colons (*du développement*) et les colonies (*à développer*, ou plus exactement à piller).

Dans cette croisade développementaliste, quelques entités transnationales et capitalistes, dirigées essentiellement par le gouvernement des États-Unis et le bloc du G-8, ont imposé les *règles du développement* principalement aux pays du sud mondial. La Banque mondiale (BM), le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les banques de développement régionales et d'autres évangélistes sont devenus des acteurs absolutistes (presque impériaux) du pouvoir politique et économique, en portant la bible du *développement* sous le bras.

Ainsi, les programmes d'ajustement structurel dictés par le FMI et la BM ont obligé les pays du sud à imposer de dures politiques pour s'ouvrir au « marché libre » au nom du *développement, du progrès et de la croissance*. Par la suite, les gouvernements des pays en développement ont établi, et continuent d'établir, des partenariats public-privé (PPP), dont la création constitue une condition préalable à l'obtention de prêts de ces mêmes institutions, même si ces PPP profitent pleinement au capital privé au détriment du secteur public. De plus, les banques et les agences de *développement* sont souvent d'importants actionnaires de ces partenariats.

Ainsi ces acteurs du *développement* ont financé et promu des centaines de grands barrages, d'autoroutes et de chemins de fer qui traversent les forêts et les terres communautaires, des plantations de monocultures industrielles, des mégaprojets d'infrastructures et même des projets d'exploration et d'extraction de gisements miniers, de pétrole et de gaz. La Banque mondiale, par exemple, a promu pendant des décennies la titularisation individuelle de la propriété foncière, ce qui facilite, dans la plupart des cas, l'arrivée d'activités industrielles sur des terres communautaires et l'affaiblissement de l'organisation et de la cohésion sociales.

En même temps, les pays du nord ont créé leurs propres *agences de coopération en matière de développement*, comme l'USAID (Agence des États-Unis pour le développement international), la GIZ (Agence allemande de coopération internationale), la KfW (Banque de développement de l'État allemand), la JICA (Agence japonaise de coopération internationale), etc., pour mettre en œuvre et surveiller de près leurs propres politiques externes et leurs intérêts dans le sud.

Ainsi, de nombreuses entreprises de plantations industrielles du nord ont pu maintenir leurs activités dans les pays *sous-développés* grâce en grande partie aux dons de leurs gouvernements. Sans subventions, financements avantageux et autres subsides, ces plantations et ces usines de cellulose extrêmement coûteuses n'auraient jamais pu fonctionner. Certains de ces subsides sont transférés à des agences multilatérales avant d'être versés au secteur entrepreneurial. Ailleurs, les impôts payés par les citoyens dans le nord sont versés à ces entreprises privées en passant par des *agences de développement*.
(1)

Née d'un regard occidental blanc, la notion de *développement* nie ou dénigre les multiples diversités, existences et visions d'être dans les territoires. Le concept de *sous-développement* subordonne, viole et stigmatise sans cesse les territoires non blancs, non occidentaux (qui incluent une pluralité de personnes, de peuples, de pratiques, de forêts, d'espaces et de temps de vie, de rivières, d'histoires, de connaissances...). Cela va de pair avec des sociétés toujours plus plongées dans une vision de *croissance* raciste, classiste et patriarcale. Une vision qui prétend être *universelle* et occulte ou tait ainsi (presque toujours par la force) les territoires non blancs et cherche essentiellement à faire croître l'économie capitaliste d'oppression.

Réagissant à la forte résistance dans le sud et à la pression internationale pour répondre à l'urgence climatique et environnementale, les acteurs du *développement* ont commencé à mettre en avant le concept de *croissance verte* en 2011 et l'année suivante, la Banque mondiale a publié *Une croissance verte et solidaire : vers un développement durable*.

Ce changement de rhétorique extrêmement utile au capitalisme (sans toutefois changer quoi que ce soit sur le fond) a permis à l'industrie du *développement* de continuer et d'étendre

ses pratiques, ses affaires et l'accumulation et par conséquent, le saccage, la violence et la spoliation.

Ainsi, au cours des deux dernières décennies, les banques et les fonds de *développement* ont connu une croissance exponentielle. Ces acteurs se sont intégrés de plus en plus à la finance mondiale. Le portefeuille des institutions financières de développement européennes a quadruplé, passant de 10,9 milliards d'euros en 2005 à 41,2 milliards en 2018. Ces institutions agissent de plus en plus comme n'importe quel autre investisseur et considèrent que le secteur financier privé est un acteur du *développement* qu'elles renforcent avec des ressources publiques. Ainsi, on assiste à une participation croissante de ces acteurs dans l'agro-industrie et l'accaparement de terres. (2)

Plus récemment, certaines de ces banques et fonds ont créé leurs propres sociétés de gestion d'actifs appelées *fonds de développement*, autrement dit, des fonds d'investissement et de capital. La Banque mondiale a créé sa propre société pour gérer ces fonds, l'Asset Management Company, qui gère aujourd'hui dix milliards de dollars US à travers 13 fonds. (3)

Plus de 70 ans après que Truman a divisé le monde, la notion de *développement* continue d'être utilisée pour piller. Ses évangélistes constituent des promoteurs clés de politiques de privatisation qui mettent la table pour que les sociétés privées et les acteurs financiers puissent pénétrer et détruire toujours plus de territoires et de forêts.

Nous espérons que le présent bulletin contribuera à une réflexion pour la construction et le renforcement d'alliances entre les mouvements et les groupes de la base pour rejeter ce *développement* colonisateur, raciste et patriarcal.

(1) Ricardo Carrere et Larry Lohmann, 1996, Pulping the South

https://wrm.org.uy/wp-content/uploads/2013/04/Pulping_the_South.pdf

(2) Focus on the Global South, TNI, Fian International, 2020, Le capitalisme dévoyé et la financiarisation des terres et de la nature,

<https://www.fian.org/files/files/>

[Le capitalisme devoyé et la financiarisation des territoires et de la nature \(1\).pdf](#)

(3) Idem (2)

***Développement* : une compréhension qui vient du terrain**



Peinture murale de la résistance zapatiste. Chiapas, Mexique

L'histoire du *développement* est une histoire de supercherie et de destruction. Régulièrement, les institutions financières de développement, les banques et les agences internationales – dirigées par les gouvernements et les entreprises des pays du Nord – proclament la « nécessité » de *développer* les pays dits pauvres (principalement dotés de ressources stratégiques), afin de justifier l'introduction de grandes infrastructures, de projets extractivistes et de marchés. Ces contraintes, affirment-elles, transformeraient les pays en sociétés *modernes* et *développées*. Dans le même temps, la plupart des gouvernements des pays du Sud souhaitent recevoir ce qu'ils considèrent comme des fonds et des projets supplémentaires indispensables.

Le WRM s'est entretenu avec de proches alliés du Brésil, du Gabon, de l'Inde, du Mexique et du Mozambique qui ont fait l'expérience de l'arrivée de projets de *développement* dans leurs contextes particuliers. Nous avons cherché à les entendre et à en apprendre davantage sur leur compréhension du *développement*. L'anonymat des personnes a été préservé pour des raisons de sécurité.

Un militant de Santarém, dans le nord du Brésil, affirme : « À travers l'histoire, on a toujours parlé de *développement*. Mais le *développement* ici, dans la région, est synonyme de capitalisme, d'oppression. Pour lui, l'ouverture de la route BR-163, construite avec des prêts de la Banque interaméricaine de développement, vise principalement à permettre le transport du soja et d'autres produits de base de manière moins coûteuse et plus rapide vers le port d'exportation de Santarém, principalement à destination de la Chine et de l'Europe. Pour lui « tout cela s'est déroulé à grand renfort d'une propagande affirmant que la région se *développerait*, que la population aurait un meilleur accès à la santé, à l'éducation et aux infrastructures – y compris dans les zones rurales – avec une meilleure qualité de vie, une création d'emplois, des revenus, etc. » Mais cette promesse ne s'est pas du tout matérialisée. Dans le même temps, le projet de chemin de fer Ferrogrão (c'est-à-dire « Train Céréales »), qui serait parallèle à la route BR-163, est fortement soutenu par des entreprises de produits de base telles que Cargill, Bunge et Amaggi ; et il bénéficie du soutien financier de la Banque nationale brésilienne de développement économique et social (BNDES). Le peuple autochtone Kayapó Mekrãgnoti a bloqué la BR-163 en août 2020 pour résister aux projets de chemin de fer. (1)

De même, un activiste indien a déclaré au WRM que ce qu'ils appellent la « Route d'Asie », qui est financée par la Banque asiatique de développement, est créée par eux et pour leur propre intérêt – la survie des autres sera définie par ce que l'on appelle « l'effet de ruissellement ». Il s'agit de créer des routes qui peuvent amener les ressources du monde aux portes des consommateurs. Il s'agit de plus en plus de routes que les populations locales ne peuvent pas traverser ou utiliser, mais qui transportent plus rapidement les marchandises dans le monde entier. Les personnes qui vivent le long de la route et pratiquent encore la culture *Jhum* (itinérante), qui produisent des aliments pour leur famille ou leur village, sont complètement livrées à la concurrence internationale. Mais il est évident que dans un monde globalisé, il n'y a pas de concurrence, vous n'êtes déjà plus en mesure de vous battre. Le « libre » marché n'est pas possible dans un monde inégalitaire. »

Le terme de *développement* a été un protagoniste dans les institutions qui dirigent et financent la transformation de vastes territoires et espaces de vie au service du marché. Cette transformation oblige d'innombrables membres de la communauté à rejoindre le travail salarié, parallèlement à des expulsions violentes, des expropriations, des bouleversements, des agressions et des injustices. Ce terme – avec toutes les connotations qui l'accompagnent – crée une sorte de consentement, en donnant l'impression que les objectifs et les idéologies d'acteurs puissants sont les intérêts de « bon sens » de sociétés entières. (2) En conséquence, ceux qui s'opposent au *développement* sont généralement stigmatisés par une propagande qui prétend qu'ils sont anti-*développement*, anti-*progrès*, rétrogrades, ou vont à l'encontre de « *l'intérêt national* ». Le même militant indien poursuit : « La contestation de la route est présentée comme une réaction anti-*développement* ou antisociale. Il semble y avoir un « *développement* » prédéfini pour lequel il existe des institutions et des ensembles de politiques prédéfinis ainsi que des politiciens formés mettant en œuvre ce « *développement* ».

Bien qu'elle soit présentée comme un terme neutre, la notion de *développement* est marquée par une multitude d'aspects et d'abus teintés de (néo)colonialisme procédant de relations de pouvoir extrêmement inégales.

L'expérience des femmes gabonaises vivant dans et autour des plantations industrielles de palmiers à huile d'Olam en offre un exemple frappant. La Banque africaine de développement (BAD) a financé les plantations d'Olam au Gabon en 2017, affirmant que le financement correspond à leurs initiatives « Nourrir l'Afrique » et « Améliorer la qualité de vie des Africains ». (3) Pourtant, une femme du village de Ferra a déclaré au WRM : « Depuis qu'Olam est arrivée dans le village, on ne peut plus pêcher comme il se doit à cause des lacs qui sont pollués, certains lacs et étangs sont fermés, on ne peut plus faire la chasse parce qu'on a interdit aux villageois de rentrer dans certaines forêts. » Une autre femme du même village a déclaré : « Nous sommes entrain de nous appauvrir, de souffrir, nous passons maintenant des moments difficiles. Pourquoi je le dis : les lacs sont fermées, les marigots dans lesquels nous faisons la pêche son fermés, les brousses nous sont désormais interdites nous empêchant de faire nos plantations comme avant. On nous oblige à utiliser les mêmes terres plusieurs fois malheureusement cela ne produit pas de bonnes récoltes. Les meilleures terres sont pour eux et nous les mauvaises. Nous sommes chassés comme des bêtes ; nous devenons leurs esclaves. Ce sont eux qui commandent et nos brousses et notre village. » (4)

D'innombrables barrages, autoroutes, trains, aéroports, plantations industrielles de monoculture, sites d'extraction et pipelines de pétrole et de gaz, de mines, de projets de

méga-urbanisation, etc. ont été entrepris dans les pays du Sud avec la promesse d'un *développement*, d'une croissance, d'emplois et de progrès. Pourtant, la réalité de ceux qui « reçoivent » le *développement* s'est la plupart du temps aggravée.

Un militant vivant dans la province de Zambézie, au Mozambique, qui est affecté par les plantations industrielles d'arbres de Portucel, nous a dit – en ce qui concerne les promesses faites par l'entreprise aux communautés – que « rien de tout cela n'est arrivé. L'entreprise a promis de faire beaucoup de choses, de construire des écoles, des routes d'accès, des pompes à eau et des hôpitaux, et rien n'y a été construit. Elle a également promis des emplois. Elle disait : « Vous aurez un travail parce que nous allons construire des usines au Mozambique, dans la province de Manica ou de Zambézie, et vous allez y travailler. » Mais on ne parle plus de tout cela. Pour le moment, il n'y a que les plantations que l'entreprise a installées. Les gens ont arrêté de travailler. Ce n'est pas du développement. »

De même, une militante mexicaine opposée à ce qu'on appelle le « train maya », qui est soutenu par l'ONU avec l'argument qu'il va « apporter le développement à la péninsule » et qui traversera un vaste territoire où vivent plus de 3,5 millions de membres des peuples autochtones, a exigé que les promoteurs précisent de quel *développement* ils parlent. « Ils nous disent que nous sommes des imbéciles qui ne savent rien, explique-t-elle ; que nous sommes ignorants, que nous ne savons pas nous organiser, que nous ne savons pas comment collaborer au développement de nos communautés et de notre peuple, et que nous ne savons pas comment travailler pour la croissance économique de notre peuple. C'est une insulte à notre égard. De quel *développement* parlent ces promoteurs ? De quelle *croissance* ? Une croissance pour eux, pour leurs entreprises, pour les hommes d'affaires, pour ceux qui ont de l'argent ? Parce que ce n'est pas un *développement* pour le peuple ! C'est un *développement* pour eux. Pour nous – les peuples et les communautés de la péninsule [du Yucatan] – cela n'aura que des effets négatifs, comme la division, l'aggravation de la pauvreté, les crimes, les vols, les meurtres, la prostitution, la toxicomanie. Cela nous privera de notre langue, de nos façons de parler et de nous habiller, et de nos formes de gouvernance. Ils sont venus pour détruire cela. Ils amènent la destruction sur cette péninsule. Nous avons notre mode de vie – des systèmes de croyances que nous avons depuis de nombreuses années, héritées de nos ancêtres. Nous avons notre propre vie. C'est ce qu'ils sont venus détruire. Ils détruisent la péninsule en détruisant la vie des communautés autochtones et non autochtones. »

L'utilisation – et l'imposition – de ce langage mensonger, créé par ceux qui détiennent un pouvoir politique et économique, est extrêmement utile pour défendre les intérêts des gouvernements et des entreprises des pays du Nord. Elle contribue également à dissimuler l'oppression implicite, le patriarcat et le racisme qui se cachent derrière une telle imposition.

La militante mexicaine a poursuivi : « Ils disent qu'ils vont « *intégrer* ceux qui ne sont pas intégrés ». Ils disent : « Vous, le paysan, vous, la personne autochtone, vous allez être des partenaires parce que le train maya va traverser votre territoire, vos terres ; et donc vous serez un partenaire. » C'est un mensonge éhonté. C'est une stratégie pour nous dépouiller de nos terres et pour nous transformer en main-d'œuvre bon marché pour servir les touristes. C'est ce qu'ils attendent de nous. Et ce qui est vraiment en jeu, c'est la destruction du territoire. Parce que c'est ce que ces hommes d'affaires viennent faire, avec le gouvernement fédéral. Ils disent qu'ils *réorganisent* la péninsule. Qu'est-ce qu'ils vont réorganiser ? C'est fait ! Nous prenons soin de la péninsule depuis des siècles, nos ancêtres se sont occupés de la jungle et nous continuons à en prendre soin. Ils ne viennent pas pour

réorganiser quoi que ce soit ; au contraire, ils viennent désorganiser ce qui est déjà en place. Il n'y a donc pas de *développement*, il n'y a pas de *croissance*, il n'y a pas de *réorganisation*. Tout cela est déjà fait, car nous l'avons fait. » Et elle ajoute : « Nous sommes naturellement victimes de racisme pour avoir simplement une couleur de peau ou une langue différente ; pour la façon dont nous parlons ou nous habillons ; pour la façon dont nous nous exprimons ; pour la façon dont nous nous gouvernons nous-mêmes et nous gouvernons nos communautés ; pour nos traditions et notre culture. Ils nous discriminent parce que nous sommes des « Indiens » qui ne savent rien. D'une manière ou d'une autre, ils nous rabaissent. Donc , en apportant le sacro-saint développement, ils apporteront également d'autres sortes de gens d'autres pays, parce que, selon le gouvernement et les entreprises, ils savent travailler. C'est le racisme que nous connaissons depuis de nombreuses années, mais maintenant il va encore se renforcer. Ils nous diront : « Vous n'êtes bon que pour servir les touristes », pour travailler, pour nettoyer les salles de bain, pour passer la serpillière, pour cuisiner, pour vendre nos empanadas. C'est comme cela qu'ils nous traiteront. Parce que nous sommes des gens d'en bas, des communautés, qui ne savent pas comment parler. C'est ainsi que nous vivons le racisme, et il va s'aggraver encore par rapport à ce que nous vivons déjà. Nous serons une main-d'œuvre bon marché grâce au travail forcé ; nous serons les esclaves des hommes d'affaires, des entreprises, de ce gouvernement lui-même.

Un article d'un bulletin du WRM de 2014 rendant compte des débats autour des « alternatives » (5) a clarifié les impacts réels de ces interventions de *développement* : « En 1990, des journalistes européens en visite ont demandé aux villageois thaïlandais qui tentaient d'arrêter la construction du barrage de Pak Mun quelle était leur alternative au barrage. Les villageois ont patiemment répondu que les « alternatives » étaient déjà là. Nous avons nos activités de pêche, ont-ils dit. Nous avons nos forêts communautaires. Nous avons nos champs. Nous avons nos temples, nos écoles, nos marchés. Voilà ce que le barrage pourrait endommager ou détruire. Bien sûr, nous avons des problèmes, ont-ils continué. Mais nous devons les gérer à notre manière, et le barrage nous enlèvera ce dont nous avons besoin pour y parvenir. » De cette manière, l'alternative au *développement* – qui est généralement présentée comme la seule option pour « aider » les communautés des pays du Sud – est *l'absence de développement*. Cette réflexion contribuera peut-être à ouvrir un espace pour l'émergence de réalités et d'« alternatives' » très diverses, qui existent encore dans de nombreux endroits – bien qu'elles soient en grande partie détruites ou affaiblies par le *développement* lui-même.

Pour les femmes gabonaises vivant dans et autour des plantations de palmiers à huile d'Olam, les alternatives à ce *développement* imposé doivent *leur* appartenir et ne pas venir de l'extérieur de leurs villages. « *Notre développement* c'est d'avoir nos terres à nous afin de pouvoir vivre comme avant en faisant des plantations, la pêche et autres activités rurales. », estiment-elles. « [Cela nous permettrait] de développer nos projets pour assurer le bien-être de notre village » ont-elles poursuivi. « C'est ce que nous voulons : qu'on nous laisse aller dans nos plantations, dans nos forêts afin que nous soyons libres dans notre village, une liberté que nous avons perdue depuis qu'Olam est là. La rétrocession de nos terres est vraiment primordiale. » Fondamentalement, concluent-elles, « nous voulons une liberté ».

* *Un grand merci à ceux qui ont apporté leur contribution et pris le temps de s'entretenir avec WRM pour rendre cet article possible.*

(1) Mongabay, Key Amazon grain route blocked by Indigenous protest over funding, Grainrail, 2020, <https://news.mongabay.com/2020/08/key-amazon-grain-route-blocked-by-indigenous-protest-over-funding-grainrail/>

(2) Ferguson J. et Lohmann L., The anti-politics machine: "development" and bureaucratic power in Lesotho, 1994,

https://climateandhealthresearch.files.wordpress.com/2015/04/fergusonlohmann_ecologist-antipoliticsmachine.pdf

(3) AfDB, Loan for Olam Africa Investment, Program, 2017,

https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/OLAM_Phase_II_-_Project_Summary_Note.pdf

(4) Pour plus d'informations sur les impacts des activités d'Olam au Gabon, voir

<https://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/les-communautes-confrontees-aux-engagements-de-deforestation-zero-le-cas-dolam-au-gabon/>

(5) Bulletin WRM 209, Une alternative aux 'alternatives', 2014, <https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/une-alternative-aux-alternatives/>

L'empreinte durable d'un projet peu connu de la Banque mondiale visant à obtenir des plantations en Afrique pour des milliardaires européens



Archives du BM «La Banque mondiale étend son aide à l'Afrique. George Woods, président de la Banque mondiale, avec Alfred Matter, Abdel El Emary et John Garba »

En octobre 2020, un groupe de 79 Kenyans [a déposé une plainte devant un tribunal britannique](#) contre l'une des plus grandes sociétés de plantations au monde, Camelia Plc. Ils affirment que l'entreprise est responsable des meurtres, viols et autres abus que ses agents de sécurité ont commis au fil des ans contre les villageois dans sa plantation de 20 000 hectares, qui produit des avocats pour les supermarchés européens.

De tels abus sont malheureusement monnaie courante dans les plantations industrielles africaines. Il en est ainsi depuis que les Européens ont introduit des plantations de monoculture en Afrique au début du XX^e siècle en utilisant le travail forcé et la violence pour voler les terres des populations. Les plantations de Camelia s'inscrivent dans cette continuité, et les exactions subies par les villageois kenyans aujourd'hui ne sont pas si différentes de celles subies par les générations qui les ont précédées.

Les abus et les injustices sont à la base du modèle de la plantation. La question qu'il faudrait se poser est plutôt : pourquoi des plantations coloniales de ce type existent encore aujourd'hui en Afrique ? Pourquoi les gouvernements postcoloniaux africains n'ont-ils pas démantelé ce modèle d'exploitation et d'extraction, rendu les terres à leurs peuples et

encouragé une renaissance des systèmes alimentaires et agricoles locaux diversifiés de l'Afrique ?

Une pièce importante de ce puzzle se trouve dans les archives de la Banque mondiale.

L'année dernière, une alliance d'organisations africaines, en collaboration avec GRAIN et WRM, a établi une [base de données](#) sur les plantations industrielles de palmiers à huile en Afrique. Grâce à cette recherche, nous avons constaté que de nombreuses plantations de palmiers à huile, ainsi que des plantations d'hévéas, actuellement en activité en Afrique de l'Ouest et du Centre, ont été créées ou rétablies dans le cadre de projets coordonnés par la Banque mondiale mis en œuvre dans la région dans les années 1970 et 1980. L'objectif affiché de ces projets était de développer des plantations appartenant à l'État qui pourraient stimuler le « développement national ». La Banque mondiale a non seulement accordé des prêts importants aux gouvernements participants, mais elle a également fourni les consultants qui ont élaboré les projets nationaux de plantations et supervisé la gestion de ces plantations.

Dans chaque cas que nous avons examiné, nous avons constaté que les consultants engagés par la Banque mondiale pour ces projets provenaient d'une société dénommée SOCFINCO, filiale de la Société financière des caoutchoucs (SOCFIN), une holding luxembourgeoise. La SOCFIN était une société de plantations de premier plan pendant la période coloniale, avec des activités qui se s'étendaient du Congo jusqu'à l'Asie du Sud-Est. Lorsque les puissances coloniales ont dû plier bagage dans les années 1960, la SOCFIN a perdu plusieurs de ses plantations, et c'est à ce moment-là qu'elle a créé sa filiale de conseil, SOCFINCO.

Selon des documents que nous avons obtenus dans les archives de la Banque mondiale, SOCFINCO a été engagée par la Banque pour superviser le développement et la mise en œuvre de projets de plantations de palmiers à huile et d'hévéas dans plusieurs pays africains, dont le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée, le Nigéria et São Tomé et Príncipe. SOCFINCO a supervisé l'élaboration des plans directeurs des programmes nationaux de plantation de palmiers à huile et d'hévéas, a aidé à identifier les terres à convertir en plantations industrielles et a été payée pour gérer les plantations et, dans certains cas, organiser les ventes de caoutchouc et d'huile de palme par les entreprises de plantations publiques créées dans le cadre du programme.

La SOCFIN a reçu des honoraires de gestion lucratifs au travers de ces projets, mais, surtout, les projets ont positionné la société de façon à lui permettre de prendre le contrôle du commerce des exportations de produits agricoles en provenance d'Afrique et même, à terme, de reprendre le contrôle des plantations. Cela a été une formidable aubaine pour la SOCFIN. Étant donné que les projets de la Banque mondiale étaient gérés par des sociétés parapubliques (c'est-à-dire des sociétés détenues ou contrôlées en tout ou partie par le gouvernement), les communautés locales ont pu être dépossédées de leurs terres pour établir des plantations au nom du « développement national », ce qui serait beaucoup plus difficile pour une entreprise étrangère comme la SOCFIN. En effet, une condition pour les prêts de la Banque mondiale était que les gouvernements obtiennent des terres pour les projets, ce qui était facilité par le fait que la plupart des projets étaient mis en œuvre par des régimes militaires.

Les projets de la Banque mondiale ont également permis à la SOCFIN d'éviter les coûts de

mise en place des plantations et des installations associées. Dans le cadre des projets, les gouvernements africains ont payé la facture, via des prêts de la Banque mondiale et d'autres banques de développement.

Les entreprises parapubliques mises en place par la Banque mondiale n'ont pas tardé à s'endetter. Bien sûr, la Banque a reproché aux gouvernements leur mauvaise gestion et a appelé à la privatisation des plantations comme solution – même si ces dernières étaient dirigées par les gestionnaires grassement payés de SOCFINCO et d'autres consultants étrangers.

Au cours du processus de privatisation qui a suivi, la SOCFIN et la SIAT, une société belge fondée par un consultant de SOCFINCO, ont repris de nombreuses plantations convoitées. Aujourd'hui, ces deux sociétés contrôlent un quart de l'ensemble des grandes plantations de palmiers à huile en Afrique et sont également des acteurs importants dans le secteur du caoutchouc.

Le Nigéria est un bon exemple du fonctionnement de ce dispositif. Entre 1974 et la fin des années 1980, SOCFINCO a élaboré des plans directeurs pour au moins sept projets de palmiers à huile soutenus par la Banque mondiale dans cinq États différents du Nigéria. Chaque projet s'accompagnait de la création d'une société parapublique devant prendre en charge les plantations existantes de l'État et développer de nouvelles plantations et des usines de production d'huile de palme, ainsi que de vastes projets de culture en sous-traitance. Pierre Vandebecq, qui a ensuite fondé la société SIAT, a supervisé l'ensemble du travail de SOCFINCO au Nigéria.

Tous les projets de la Banque mondiale Nigéria ont généré des conflits fonciers durables avec les communautés locales, notamment avec la communauté Oghareki dans l'État du Delta ou les villageois d'Egbeda dans l'État de Rivers. Après avoir dépossédé de nombreuses communautés de leurs terres et fait subir des pertes énormes au gouvernement nigérian, les sociétés parapubliques ont ensuite été privatisées. Les actifs les plus précieux des plantations se sont finalement retrouvés entre les mains de la SOCFIN ou de la SIAT, la société de Vandebecq.

La SIAT a repris les plantations dans l'État de Bendel via sa filiale Presco puis, en 2011, elle a acquis la société d'huile de palme de l'État de Rivers, Risonpalm, via sa société SIAT Nigeria Limited. P. Vandebecq était le directeur de plantation de SOCFINCO pour Risonpalm dans le cadre du programme de la Banque mondiale entre 1978 et 1983.

La SOCFIN, pour sa part, a repris le contrôle des plantations de palmiers à huile de la région d'Okomu qui ont aussi été mises en exploitation dans le cadre d'un projet de la Banque mondiale. C'est SOCFINCO qui a identifié pour la première fois cette zone pour la création des plantations dans le cadre de l'étude d'évaluation qu'elle avait été chargée de mener en 1974. La société Okomu Oil Palm Company Plc. (OOPC) a par la suite été créée sous la forme d'une entreprise parapublique en 1976, et 15 580 hectares de terres situées dans la Réserve forestière d'Okomu, dans l'État d'Edo, ont été retirés de la réserve et pris aux communautés locales pour laisser la place à des plantations de palmiers à huile. La société a embauché SOCFINCO en tant qu'agent de gestion pour superviser ses activités de 1976 à 1990. Les informations ne sont pas concordantes, mais entre 1986 et 1990, OOPC a ensuite été cédée à une filiale de la SOCFIN, Indufina Luxembourg.

Cette histoire sordide explique pourquoi tant de filiales de la SOCFIN et de la SIAT en Afrique portent encore des noms à consonance nationale, comme SOCAPALM au Cameroun ou la Ghana Oil Palm Development Company. Cela explique aussi pourquoi ces sociétés sont si bien conçues pour extraire des bénéfices au profit de leurs propriétaires, ainsi que le rôle crucial de la Banque mondiale pour faciliter ce processus de recherche de profits des entreprises au nom du « développement national ». Les deux familles française et belge qui contrôlent la SOCFIN ont empoché environ 30 millions d'euros de la SOCFIN rien qu'en 2019 !

GRAIN, www.grain.org

Pourquoi les gouvernements devraient s'opposer aux tentatives de marchandisation des terres orchestrées par la Banque mondiale et les États-Unis



Oakland Institute

Le COVID-19 éclipse depuis un certain temps l'empirement inexorable de la crise climatique et environnementale à laquelle le monde est confronté. Déforestation, désertification, dégradation et pollution croissantes menacent la biodiversité de notre planète ainsi que la santé et les moyens de subsistance de milliards de personnes.

Pourtant, au lieu de prendre des mesures significatives, les gouvernements, les entreprises et les institutions internationales « doublent la mise », cherchent à exploiter davantage de terres sous couvert d'un discours euphémique, prétextant les « utiliser de manière productive » au nom du « progrès » et du « développement » économiques. Partout dans le monde, les gouvernements sont pressés d'inviter les investisseurs internationaux à exploiter davantage de terres et de ressource, à déforester au bénéfice de l'élevage, des plantations de palmiers à huile, de la « filière bois » et d'autres filières de production de produits végétaux, ainsi que des secteurs minier, pétrolier et gazier.

Cependant, un obstacle s'oppose à cette expansion : les régimes fonciers en vigueur dans de nombreux pays et les droits qu'ils confèrent aux personnes vivant sur les terres convoitées. Jusqu'à 65 % de la surface terrestre mondiale est encore gérée par des communautés dans le cadre de systèmes coutumiers. (1) Les populations autochtones et les communautés locales ont prouvé qu'elles étaient des gardiennes efficaces de leurs terres, gérées dans le cadre de divers régimes fonciers communaux et collectifs. Les territoires

indigènes traditionnels couvrent 22 % de la surface terrestre mondiale et abritent 80 % de la biodiversité mondiale. (2) De nombreux pays anciennement colonisés ont adopté un double régime foncier qui reconnaît les lois foncières coutumières tout en établissant que toutes les terres sont la propriété de l'État. (3) Cette situation est considérée comme une contrainte par les investisseurs et les entreprises. Comme le dit la Banque mondiale, « les droits [fonciers] non documentés posent problème aux investisseurs, pour lesquels ils impliquent des risques » (4), et dans le cas de l'Afrique, le continent est « freiné par la confusion de la propriété foncière ». (5)

Étendre la dépossession

Un récent rapport de l'Institut Oakland intitulé *Driving Dispossession : The Global Push to "Unlock the Economic Potential of Land"* (« Étendre la dépossession : la pression mondiale en faveur du "déverrouillage du potentiel économique du territoire" »), (6) détaille les différentes manières dont les gouvernements — de leur plein gré ou sous la pression des **institutions financières** et des pays dits **donateurs** — tentent de privatiser la terre et de permettre son exploitation. Il s'agit notamment de réformes foncières, de modifications des lois et règlements, de l'utilisation de nouvelles technologies pour la cartographie des terres, et de la suppression des garanties mises en place pour protéger les populations autochtones et l'environnement.

Fait important, le rapport souligne le **rôle prépondérant des intérêts états-uniens** dans ces efforts. La **Millennium Challenge Corporation (MCC)**, une entité du gouvernement américain dont la mission est de « réduire la pauvreté par la croissance », a par exemple fait pression sur des pays afin qu'ils transfèrent les terres des agriculteurs familiaux à des investisseurs souhaitant développer l'agriculture industrielle. Au Sri Lanka, la MCC prévoit de cartographier et d'enregistrer jusqu'à 67 % du pays afin de « promouvoir les transactions foncières susceptibles de stimuler les investissements et d'accroître l'utilisation du territoire en tant qu'actif économique ».

À l'instar du MCC, et en contradiction avec ses propres recherches, lesquelles reconnaissent depuis longtemps la valeur des systèmes coutumiers, l'agence de développement américaine (**USAID**) joue également un rôle majeur dans le financement et la conduite de projets privés d'attribution de titres de propriété dans le monde entier. Les entreprises américaines sont également de plus en plus impliquées, notamment au travers de leur propension à proposer une technologie appelée « blockchain » comme solution miracle de sécurisation du régime foncier. La « blockchain » est un vaste registre numérique permettant de suivre les transactions grâce à des « blocs » d'informations comprenant des données telles que la date, l'heure, le montant et les participants d'une transaction au sein d'une « chaîne » chronologique. Il s'agit d'un grand réseau partiellement décentralisé, ce qui signifie que chaque fois qu'une transaction se produit, elle doit être vérifiée par un des milliers, voire de millions d'ordinateurs dans le monde entier avant que la transaction puisse être enregistrée comme un bloc dans la chaîne. Il est donc pratiquement impossible de modifier les transactions rétroactivement. (7)

Les partisans de l'utilisation de la technologie de la blockchain dans l'administration des terres affirment qu'elle peut améliorer la sécurité et la transparence des registres fonciers en stockant numériquement et de manière inaltérable toutes les informations sur les limites des propriétés et les propriétaires. Toutefois, le recours à cette technologie exige des pays qu'ils

se dirigent vers des systèmes de propriété foncière privée nécessitant inscription, enregistrement et numérisation.

Le programme d'attribution de titres de propriété foncière basé sur la blockchain en Zambie, mené par une filiale du détaillant en ligne états-unien **Overstock.com**, montre comment ladite blockchain sert en réalité à privatiser les terres et accéder aux ressources naturelles. Patrick Byrne, ex-PDG d'Overstock.com, a clairement exposé ses motivations en déclarant que l'objectif du projet était de rendre disponibles sur le marché des réserves minérales dispersées dans le monde entier valant des milliards de dollars, actuellement inaccessibles en raison de systèmes de gouvernance foncière peu clairs. En 2018, Overstock.com a signé un accord avec la Banque mondiale pour participer à des projets similaires dans des dizaines d'autres pays, mais jusqu'à présent, la Banque a refusé de rendre cet accord public.

Les États-Unis disposent également d'un pouvoir financier et politique disproportionné sur les institutions internationales comme la **Banque mondiale** et le **Fonds monétaire international** (FMI), qui promeuvent toutes deux des politiques et des réglementations visant à privatiser les biens communs au profit du secteur privé. En Ukraine, par exemple, le FMI a conditionné le soutien financier dont le pays avait désespérément besoin à la création d'un marché foncier. Après des années de pression internationale, et au beau milieu de la pandémie de Covid-19, le pays a adopté une loi créant un marché foncier en mars 2020, malgré l'opposition de plus de 70 % de la population.

En matière de saisie et de privatisation des terres dans les pays du Sud, la Banque mondiale est un instrument clé du programme défendu par la corporatie états-unienne — les États-Unis constituent le principal donateur de l'institution.

Financé par la **Fondation Bill & Melinda Gates**, les **États-Unis** et le **Royaume-Uni**, le programme de la Banque mondiale intitulé **Enabling the Business of Agriculture (EBA)**, soit « Faciliter le commerce agricole », est censé soutenir la « Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition » (New Alliance for Food Security and Nutrition), une initiative lancée par le **G8** afin de promouvoir le développement agricole en Afrique sous l'égide du secteur privé.

En 2019, un rapport de l'Oakland Institute intitulé *The Highest Bidder Takes It All : The World Bank's Scheme to Privatize the Commons* (« Le plus gros parieur l'emporte : le plan de la Banque mondiale pour privatiser les communs ») dénonçait l'attaque agressive et sans précédent contre les droits fonciers que constitue ce projet de promotion de l'agriculture industrielle à grande échelle aux dépens des petits agriculteurs, des éleveurs et des peuples indigènes. Dans le cadre de cette initiative **EBA**, la Banque mondiale recommandait aux gouvernements d'officialiser les droits de propriété privée, de faciliter la vente et la location de terres à des fins commerciales, de systématiser la vente de terres publiques aux enchères et d'améliorer les procédures d'expropriation afin de garantir le « meilleur usage » possible de la terre. La Banque se moque bien que des milliards de personnes vivent et travaillent sur ces terres, lesquelles sont essentielles à leur subsistance et représentent des biens ancestraux dotés d'une signification sociale et culturelle majeure. Nos conclusions ont suscité une vague d'indignation dans le monde entier et, fait majeur, la Banque a finalement abandonné son nouvel indicateur de la terre dans son rapport 2019 de l'EBA. Au lieu de cela, elle a reconnu l'importance des droits fonciers coutumiers et a annoncé que les garanties visant à les protéger devraient être « une priorité du développement ». (8) L'abandon de cet indicateur est une victoire pour les milliards d'agriculteurs familiaux et

d'éleveurs, pour les peuples indigènes du monde entier dont la subsistance dépend de leurs terres, ainsi que pour les quelque 280 organisations de la société civile ayant rejoint la campagne *Our Land Our Business* [« Notre terre, notre affaire »] visant à faire pression sur la Banque mondiale.

Toutefois, derrière ces changements de rhétorique, comme nous l'avons vu, la Banque continue, par divers moyens, d'encourager la privatisation des terres au niveau national, et de financer des programmes qui favorisent l'agriculture industrielle et sapent les droits fonciers coutumiers. En République démocratique du Congo (RDC), la Banque mondiale a par exemple financé et guidé le plan désastreux du gouvernement visant à créer 22 parcs agro-industriels dans tout le pays, ce qui a conduit à des spoliations foncières et à un gaspillage de quelque 100 millions de dollars de fonds publics rien que pour la mise en œuvre du premier parc pilote. (9)

Ce soutien aux parcs agro-industriels est conforme au modèle de développement promu par la Banque mondiale dans le monde entier, qui encourage les pôles de croissance, les corridors de développement et les zones économiques spéciales comme instruments visant à attirer les investissements étrangers. Au lieu de protéger les droits des communautés à la terre, les gouvernements sont ainsi encouragés à fonctionner sur la base de l'hypothèse profondément erronée selon laquelle le « développement » consiste à accorder aux entreprises un accès sans entrave à leurs ressources, comme l'encouragent la Banque mondiale et les pays dits donateurs. La privatisation des terres détenues par l'État et les communautés, sous le prétexte de « libérer » leur potentiel, répond aux besoins des entreprises au détriment de la subsistance de millions de personnes. Encourageant la création de « marchés fonciers », la Banque ne peut ignorer que dans un système capitaliste où la terre n'est rien d'autre qu'une marchandise, les entreprises peuvent utiliser leurs ressources financières au détriment des gens, d'où des expulsions et des dépossessions, la concentration de la propriété foncière entre les mains de quelques entreprises, et la dégradation de l'environnement.

Ce récit du « développement » continue à être promu malgré le rôle qu'il a joué dans l'essor de la crise climatique et environnementale actuelle et les millions d'existence qu'il a détruites par l'éviction et la déposssession. L'échec du modèle économique néolibéral n'a jamais été aussi évident.

À cette marchandisation continue de la terre doit s'opposer une puissante action internationale visant à arrêter et inverser la privatisation des biens communs. Des alternatives éprouvées existent et ont été fructueusement mises en œuvre partout dans le monde. Les terres et les eaux indigènes représentent 80 % de la biodiversité mondiale. Il apparaît toujours plus clairement que les communautés locales et indigènes sont des gardiennes efficaces de la terre. Elles constituent la dernière ligne de défense contre l'accaparement des terres et les pratiques destructrices des gouvernements et des entreprises qui convertissent les fermes familiales, les prairies et les forêts en monocultures industrielles, en grandes exploitations agro-industrielles et en mines désaffectées.

Le mythe selon lequel la sécurité de la tenure de la terre ne peut découler que de titres privés doit être démolé. Au lieu de supprimer la gouvernance locale et de nier l'autonomie des indigènes, les gouvernements devraient construire des systèmes intégrant une diversité de types de propriété et de gouvernance. Plutôt que de leur prendre leurs terres au profit des

entreprises, les gouvernements devraient se concentrer sur l'élaboration de solutions qui soient au service des populations.

Frederic Mousseau
Policy Director, The Oakland Institute

- (1) Rights and Resources Initiative. Who Owns the World's Land? A global baseline of formally recognized indigenous and community land rights (« Initiative sur les droits et les ressources. Qui possède la terre du monde ? Une base de référence mondiale des droits fonciers autochtones et communautaires officiellement reconnus »). September 2015. https://rightsandresources.org/wp-content/uploads/GlobalBaseline_web.pdf www.oaklandinstitute.org 21 (consulté le 8 juillet 2018).
- (2) Food and Agriculture Organization. "6 ways indigenous peoples are helping the world achieve #ZeroHunger". <http://www.fao.org/indigenous-peoples/news-article/en/c/1029002/> (consulté le 25 mars 2020). Customary tenure systems take a multitude of forms, which might reflect the systemic issues in societies, such as gender and minority group discrimination. But the goal of so-called land reforms undertaken by governments around the world is not designed to address these systemic issues.
- (3) Mousseau, F. *The Highest Bidder Takes it All: The World Bank's Scheme to Privatize the Commons*, publié par The Oakland Institute dans le cadre de la campagne Our Land Our Business, dans laquelle 280 organisations étaient impliquées, dans le monde entier, et qui visait à demander l'arrêt du programme Enabling Business of Agriculture (EBA), <https://www.oaklandinstitute.org/highest-bidder-takes-all-world-banks-scheme-privatize-commons>
- (4) UNCTAD & World Bank. Respecting Land Rights and Averting Land Disputes. Responsible Agricultural Investment (RAI) Knowledge Into Action Note, no. 11. 2018. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/29470> (consulté le 8 janvier 2019).
- (5) "World Bank: Africa held back by land ownership confusion." BBC, July 23, 2013. <https://www.bbc.com/news/business-23421548> (accessed January 7, 2019)
- (6) The Oakland Institute, Driving Dispossession: The Global Push to "Unlock the Economic Potential of Land, 2020. <https://www.oaklandinstitute.org/driving-dispossession>
- (7) Voir, dans le bulletin 247 du WRM, « Blockchain et « contrats intelligents » : dernières tentatives du capital pour établir une mainmise sur la vie sur Terre », 2020. <https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/blockchain-et-contrats-intelligents-dernieres-tentatives-du-capital-pour-etablir-une-mainmise-sur-la-vie-sur-terre/>
- (8) World Bank. Enabling the Business of Agriculture 2019. Data on safeguards for land rights, <http://pubdocs.worldbank.org/en/652011571234169196/EBA2019-About-the-Data-on-Safeguards-for-Land-Rights.pdf>
- (9) The Oakland Institute, *The Bukanga Lonzo Debacle: The Failure of Agro-Industrial Parks in DRC*. <https://www.oaklandinstitute.org/bukanga-lonzo-failure-agro-industrial-parks-drc>

Indonésie : REDD +, le financement européen en faveur du développement et « l'économie bas-carbone »



Une mine de nickel dans le sud-est de Sulawesi, en Indonésie. Ref: China Dialogue

[Cet article est également disponible en Bahasa Indonesia.](#)

REDD+-type projects seem to be of less concern nowadays for grassroots activists in Indonesia compared to 10 years ago. This might be because trading carbon credits from REDD+ projects - one of the main critiques - has not materialized, at least not yet. REDD+ nowadays is mostly 'results-based' (1); and is some result not better than none at all? For activists, REDD+ projects might also sound better than those related to the mining or palm oil industries.

Development, destruction and REDD+

The fact that development agencies, funds and initiatives pursue *development* seems obvious. But for activists it might be less obvious what development stands for. *Development* inevitably is intertwined with destruction in at least two ways. Firstly, the destruction that accompanies extractive activities, which are justified as the 'price' of *progress*. These provide the materials needed to manufacture products for a modern urbanized *developed* lifestyle. Secondly, *development's* destruction is linked to the impact on, for example, collective and traditional practices and values, and on traditional systems of ancestral wisdom and knowledge. In essence, *development* means transforming people into consumers of the frequently inaccessible market products of the *developed* world.

These two forms of destruction explain why **REDD+ also fits so well into the *development* logic** –whether it is a carbon trade or a 'results-based' mechanism. REDD+ projects have invaded the life spaces of communities and destroyed diverse forms of living with the forest, as well as connected knowledge systems and rituals. By turning the carbon stored in trees into exchangeable units, REDD+ projects restrict communities from accessing their life spaces in order to supposedly 'protect' said units. REDD+ projects try to transform modes of living into so-called 'sustainable livelihoods', promising that community members can become entrepreneurs and access new markets. REDD+ has thus been instrumental in the incursion of *development* into one of the last isolated regions in the world, the tropical forests. (2)

This is because REDD+ is not about tackling the underlying causes of deforestation, such as investment models, debt, macroeconomic policies, global commodity flows and trade relations within a neoliberal globalized economy. Rather, it is a good ‘partner’ of *development*. It allows forests to continue being destroyed whenever it is more profitable to extract minerals, metals, timber or establish oil palm plantations, compared to investing in carbon credits. (3) As a result, REDD+, including the development agencies as promoters of REDD+, have rather put their focus on forest-dependent communities as if they were the ‘drivers of deforestation’.

The **combination of development and conservation** is not new in Indonesia. Already in the 1990s, development agencies enthusiastically supported “Integrated Conservation and Development Projects” (ICDPs) in Indonesia. A World Bank report even noted that the possibility to offer “economic development for the rural poor” was among the features making ICDPs “irresistible to (...) development agencies”. (4)

After ICDPs proved to be one more failed attempt to conserve forests, development funding in Indonesia jumped enthusiastically onto REDD+ and became its main funding source. (5) REDD+ promised not only to ensure the conservation of forests but also to transform forest conservation into the conservation of carbon units. This possibility benefits corporations and economies in the *developed* world as these units of ‘stored carbon’ serve as offsets to perpetuate the extraction and use of fossil fuels, which are the bedrock of the *developed* world’s financial wealth. It also showcases how *development* is fundamentally about the self-interest of the so-called *developed* world.

However, after almost 15 years, deforestation in all main tropical forest areas is on the rise. What then was the result from all the money related to ‘results-based’ REDD+ projects, for example in Indonesia? A recent general examination of 15 years of REDD+ considers it a typical example of “policy persistence”, that is to say, “the continued economic and political support to a policy in the face of overwhelming evidence that it is failing to achieve its stated objectives.” The study concludes that REDD+ has turned into a mechanism with a perspective of “development as usual” and “embedded within the development industry”. (6) One result of REDD+ in Indonesia, it could be argued, is the creation of yet another bureaucracy inside the State structure.

Besides, the thousands of pages of the Indonesian REDD+ documentation mention little or nothing about the underlying causes of deforestation. While mentioning “poor spatial planning”, “inadequate law enforcement”, “land tenure” issues and “ineffective forest management”, (7) other much more fundamental causes are simply ignored, including the structural collusion between the State and the private sector. For example, an investigative documentary (8), showed how President Widodo and his family, his Vice-President and other close collaborators are involved in the coal mining business. Moreover, 262 out of 575 parliamentarians in Indonesia (45%) are employee, owner, shareholder or CEO of some of the country’s biggest extractive industries and trading companies. The major problem then is not that politicians are lobbied by or take bribes from big business, but that businesses have effectively taken over the apparatus of government.

One symptom of this corporate take-over is the administration of the REDD+ funding within the Indonesia government. This is not the responsibility of the Ministry of Environment and Forests, as one would expect, but instead, of a company, PT SMI, created within the Ministry

of Finance. PT SMI was created by the World Bank, the Asian Development Bank and the Indonesian government in 2009 to be “a catalyst in supporting the acceleration of infrastructure development in Indonesia” (9). Particularly after 2017, SMI's main portfolio around ‘green economy’ policies became energy and low-carbon energy projects (10). These projects heavily impact forests and forest communities. For example, a new Law on Geothermal energy (11) allows SMI to develop about 60% of Indonesia's geothermal prospects inside so-called ‘protected forests’.

Another symptom of the corporate takeover is the increasing militarization of forests, and the intimidation and repression of activists that oppose forest destruction in order to ensure the smooth progress of business over the life spaces of communities on land and sea. Meanwhile, the Indonesian government is making legal changes, some of which benefit the mining sector, while others, the new so-called Omnibus Law in particular, benefit the corporate sector in general. The Omnibus Law has led to major protests, given its weakening of workers rights and environmental regulations. (12)

Also missing in the analysis is the conservation approach, as another important root cause of deforestation. For example, when REDD+ conservation projects lead to eviction of people from their land –to supposedly protect ‘carbon-rich’ forests, – and who then have to find somewhere else to live. On top of this, areas for ‘nature conservation’ are usually State-owned, which means that the State can at any time lease such areas for industrial activities. Indonesia has a vast record of allowing mining in protected areas. (13) Besides, ‘sustainable logging’, another component of REDD+, also shows how REDD+ can be a driver of deforestation, as will be explained in the next section.

What the REDD+ development funding omits

Norway is Indonesia’s main REDD+ funder. When Norway launched its REDD+ strategy in 2007, the Minister of Petroleum and Energy, Aslaug Haga, was present. (14) Norway’s impressive US\$1 billion pledge – of which recently US\$ 55 million has been paid out - to the Indonesian government for ‘results-based’ REDD+ was made via the Oil Fund. This is a pension fund based on the profits of **Equinor**, Norway’s state oil company, which has accumulated assets of more than US\$1 trillion (15). It makes the US\$1 billion promised to Indonesia a lot less impressive.

What Norway’s REDD+ documentation omits is that Equinor continues to extract oil. The company opened its Indonesian office in Jakarta in 2007, the same year that REDD+ took off internationally at the UN climate talks in Bali. Equinor’s focus in Indonesia is on offshore exploration. It has drilled seven wells, three of which have since entered into operation. Currently its activities are focused on the Aru Basin in West Papua which it plans to expand. (16) According to Equinor, 2019 was a year of “record high production”, US\$ 13.5 billion in profits, and the company has plans to explore new extraction fields in the coming years (17).

While Indonesia is front page news at times because of its terrible forest fires, no similar commotion is created about the daily impacts of Equinor’s massive oil and gas extraction, or the resulting emissions. Now the company intends to support REDD+ by fostering voluntary markets and trying to put together what they call a ‘robust’ carbon market – an easy way to avoid taking any responsibility for its own emissions. (18)

In August 2020, an Indonesian ‘results-based’ REDD+ development project of US\$103.8 million was approved by **the Green Climate Fund (GCF)**. As in the case of Norway, the GCF contribution is also ‘results-based’. But the ‘results’ are derived from a game involving the “skilful manufacture of calculations that will result in an outcome that is favourable to the respective country”. This is what more than 80 organisations communicated to GCF Board members, adding that such funding is shameful in times of increasing deforestation in Indonesia. (19) As well as resulting in more money for its own REDD+ bureaucracy, the Indonesian government claims that it will also invest the GCF money in “community livelihoods” and “sustainability”.

The focus on “providing sustainable livelihoods” to forest-dependent communities, as GCF’s deputy director, Juan Chang, stated, not only expands neo-colonial interventions over forest territories, but also takes the focus away from the real culprits of deforestation. Chang also said that REDD+ should be “a transition toward resilient and low-emissions development” (20). But what has ‘low-emissions *development*’ to do with REDD+?

Low-carbon economy in Europe: More deforestation in Indonesia

From the beginning, a main concern of **Germany, another major donor to REDD+** in Indonesia that focused on three districts in Kalimantan, has been “to promote an understanding of the role that forests play in a *green economy*” (21), said term being just another way of referring to a *low carbon economy* or *low emissions development*.

In its attempt “to promote” such an understanding of *low emissions development*, the German government claims with its REDD+ funding this is about “integrating local people into sustainable forest management” (SFM), and that “private forestry enterprises receive support for certification”. Legal logging through SFM is an often overlooked but important component of the REDD+ concept, and is seen as one way to combine conservation with *development*. It is also a key component in the bright new concept that REDD+ has recently become part of: **Nature-Based Solutions (NBS)**. At the last UN climate conference in Madrid in 2019, during a seminar on NBS, Peter Ellis from **The Nature Conservancy** claimed that logging could be part of such ‘solutions’, while the improvement of ‘reduced impact logging’ can be achieved without undercutting timber production. (22)

While the analysts of REDD+ programs admit that logging is an important driver of deforestation, they also claim that in order to keep forests standing, the point is not to stop logging but rather make it ‘legal’, ‘sustainable’ and ‘community-based’. However, there is growing evidence of SFM’s destructive impacts on forests and the involvement of organised crime in ‘sustainable’ and FSC certified legal logging schemes (23). Instead of boycotting tropical timber, FSC has created and tries to increase recent market demand for ‘sustainable’ timber.

By far the biggest demand for ‘sustainable’ tropical timber comes from Europe. The international technical tropical timber association (ATIBT) argues that “there is significant scope for increasing the market share of verified sustainable tropical timber”, which translates into increased logging. Germany, the country that hosts the FSC international secretariat, purchases 32.5% of ‘sustainable’ tropical timber (24). In 2008, Indonesia was the third biggest exporter of ‘sustainable’ timber to the EU. (25)

The **European Union**, for its part, intends to lead global efforts towards a low-carbon economy. During her 2020 “State of the European Union” address, and in reference to the economic impacts of the Covid-19 pandemic, EU President von der Leyen announced that the 2030 target for [carbon] emissions reduction would be increased from 40% to at least 55%. She also announced the creation of “1 million electric charging points” and that Europe would become “the first climate neutral continent”. The transition to a ‘green economy’ is apparently an integral part of how the EU plans to foster economic recovery post-pandemic. (26)

Nevertheless, Europe’s ambitions will require more minerals, metals and rare metals to produce the batteries, electric cars, charging points, wind turbines, solar panels, geo-thermal energy, and so on. While China has most of the known world reserves of rare metals, Indonesia is among those countries with the most valuable deposits; consequently, a run on minerals and metals in the latter country is expected in the coming years. Indonesia is also known to have the biggest geothermal energy potential in the world. These new markets, worth billions of dollars in ‘green energy’ resources, will lead to increasing and huge pressure on Indonesia’s forests, waterscapes, arable land and forest-dependant and peasant communities. (27)

The biggest REDD+ funder worldwide, Norway, is the country that proportionally has the most electric cars in the world: one out of two new cars purchased in Norway is electric. Thus while Equinor continues oil extraction elsewhere, in Norway all new cars sold by 2025 must have “zero emissions”. (28)

Besides approving REDD+ money for Indonesia, the Green Climate Fund also approved a 10-year project in 2018 to the Indonesian government - through PT SMI -, to scale up geothermal energy. (29) The German government, alongside its UK counterpart, has given technical assistance to the Indonesian government to elaborate its “*low-carbon development route*” of which geothermal energy is a fundamental pillar. (30) Through the country’s **KfW development bank** – one of the main REDD+ funders worldwide -, Germany has invested US\$ 2.3 billion in geothermal energy in Indonesia (31). According to a KfW spokesperson, “potential business opportunities also exist for German companies”. (32)

In Indonesia, geothermal mining has encroached on people’s life spaces and invaded protected areas. According to a villager facing a project of geothermal energy: “If our land, water sources, air and livelihoods are being destroyed by geothermal exploration and exploitation, how can this energy be called ‘clean’? ‘Clean’ for whom?” (33)

Final remarks

Nowadays, especially European development agencies, initiatives and funds are pushing for an agenda towards what they call a ‘clean’, ‘green’, ‘low-carbon’ *development*, without giving up on where their financial wealth is built on: the extraction and burning of fossil fuels. REDD+ is an essential, not less dangerous, part of that agenda, especially in the way it is being used by the governments of Norway and Germany, in tandem with the Indonesian government, as a smokescreen to portray themselves as saviours of the climate, the forests and their people.

Moreover, the Indonesian government is currently using REDD+ as one of their main arguments to counter the critiques on the Omnibus Law. In reply to a letter of 36 international

investors criticizing the Law, due to the expected increase in deforestation if it comes into effect, the Indonesian Minister of Environment, wrote that the fact that the GCF and Norway approved REDD+ 'results-based' payments "reflects its [Indonesia's] success in reducing deforestation and forest degradation, as assessed by an independent team appointed by the GCF and Norway". (34) 'Independent' for whom?

Winnie Overbeek, winnie@wrm.org.uy

Member of the international secretariat of the WRM

[Cet article est également disponible en Bahasa Indonesia.](#)

(1) REDD has been the dominant international forest policy mechanism since 2005, and has also been a concept constantly re-defined since its introduction: from REDD to REDD+ (including Sustainable Forest Management, Reforestation and Conservation Areas), to jurisdictional REDD+, and at present "results-based" REDD+. In the case of "results-based" REDD+ the only difference with the carbon trade-based REDD+ is that the carbon credits are not being sold to a buyer that then offsets its pollution. Under "results-based" REDD projects, however, the same "carbon accountability" is undertaken in order to know how much carbon is supposedly stored in the forest, and on which the payments are based. "Results-based" REDD+ also continues blaming forest people's agricultural activities for deforestation, imposing restrictions on their use of the forests. Shifting cultivation, gathering and other subsistence activities are usually prohibited, with restrictions regularly enforced by the support of armed guards. The corporate destruction of forests, for its part, continues unhindered (for more information, see [What do Forests have to do with Climate Change. Carbon Markets and REDD+? A toolkit for community activists](#) (WRM, 2017)

(2) By refusing contact with the outside world, the approximately one hundred groups of isolated indigenous peoples in the Amazon, are probably the last to resist becoming part of the *developed* world.

(3) REDD-Monitor, Guest Post: Forests, carbon markets, and capitalism. How deforestation in Indonesia became a geo-political hornet's nest, 2020, <https://redd-monitor.org/2020/08/21/guest-post-forests-carbon-markets-and-capitalism-how-deforestation-in-indonesia-became-a-geo-political-hornets-nest/>

(4) Scott Guggenheim, Investing in Biodiversity: A Review of Indonesia's Integrated Conservation and Development Project, Research Gate, 1998, https://www.researchgate.net/publication/246539414_Investing_in_Biodiversity_A_Review_of_Indonesia's_Integrated_Conservation_and_Development_Project/link/53d79bbf0cf29265323cd2f1/download

(5) REDD-Monitor, Why REDD's not dead, despite its "dismal track-record", 2020, <https://redd-monitor.org/2020/05/21/why-redds-not-dead-despite-its-dismal-track-record/>

(6) Idem

(7) CIFOR and ICEL, The context of REDD+ in Indonesia. Drivers, agents and institutions, 2012, https://www.cifor.org/publications/pdf_files/WPapers/WP92Resosudarmo.pdf

(8) Sexy Killers, documentary. <https://www.youtube.com/watch?v=qIB7vg4I-To>

(9) The World Bank, PT SMI Supports Sustainable Development by Issuing the First Corporate Green Bond in Indonesia, 2018, [https://www.worldbank.org/en/news/opinion/2018/07/09/pt-smi-supports-sustainable-development-by-issuing-the-first-green-bond-in-indonesia#:~:text=%E2%80%9CPT%20SMI%E2%80%9D\)-,PT%20Sarana%20Multi%20Infrastruktur%20\(Persero\)%20\(%22PT%20SMI%22.of%20infrastructure%20development%20in%20Indonesia](https://www.worldbank.org/en/news/opinion/2018/07/09/pt-smi-supports-sustainable-development-by-issuing-the-first-green-bond-in-indonesia#:~:text=%E2%80%9CPT%20SMI%E2%80%9D)-,PT%20Sarana%20Multi%20Infrastruktur%20(Persero)%20(%22PT%20SMI%22.of%20infrastructure%20development%20in%20Indonesia)

(10) For example, PT SMI signed an agreement with the Green Climate Fund that technically allows SMI to raise funds on behalf of the 'green infrastructure' investors, including 14 strategic partners in particular, and also development agencies: World Bank Group, UNDP, Swiss State secretariat for Economic Affairs, New Zealand Aid Programme, KfW (German Development Bank), GEF (Environmental Global Fund), Green Climate Fund, CTF (Clean Technology Fund), CPI (Climate Policy Initiative), CDIA (Cities Development Initiative for Asia), CICERO (World Bank Group), AIIB (Asian Infrastructure Investment Bank), AFD (Agence Française de Développement), ADB (Asian Development Bank). See also about the World Bank's involvement in geothermal energy in Indonesia, here. <https://www.thinkgeoenergy.com/world-bank-esmap-event-five-years-of-the-global-geothermal-development-plan/>

(11) New Geothermal Law of Indonesia, No. 21/2014

(12) WRM Bulletin 250, Indonesia: How the Pandemic Strengthens Immunity for Mining Corporate-Oligarchy and Paves the Way to a New Dictatorship, 2020 <https://wrm.org.uy/articles-from-the-wrm-bulletin/section1/indonesia-how-the-pandemic-strengthens-immunity-for-mining-corporate-oligarchy-and-paves-the-way-to-a-new-dictatorship/>

(13) WRM Bulletin 251, The Road that Threatens to Destroy the "Protected" Harapan Forest in South Sumatra, Indonesia, 2020, <https://wrm.org.uy/articles-from-the-wrm-bulletin/section1/the-road-that-threatens-to-destroy-the-protected-harapan-forest-in-south-sumatra-indonesia/>

(14) REDD-Monitor, Norway's oil industry has been right behind REDD from the start, 2018, <https://redd-monitor.org/2018/12/07/norways-oil-industry-has-been-right-behind-redd-from-the-start/>

- (15) Government Pension Fund of Norway https://en.wikipedia.org/wiki/Government_Pension_Fund_of_Norway#:~:text=It%20has%20over%20US%241,about%20%24195%2C000%20per%20Norwegian%20citizen
- (16) Equinor, Regional Review of Statoil's Indonesian Exploration Portfolio and Upside, 2018, https://www.pes-gb.org.uk/wp-content/uploads/2018/06/PESGB-SEAPEX-2018-Session-4_4-Dyregng_Abstract.pdf
- (17) Equinor, Equinor fourth quarter 2019 and year end results, 2020, <https://www.equinor.com/en/news/fourth-quarter-2019-results-and-capital-markets-update-2020.html#:~:text=Equinor%20reports%20adjusted%20earnings%20of,impairments%20of%20USD%201.41%20billion>
- (18) REDD-Monitor, Norwegian oil giant Equinor's plans to burn the planet and buy REDD offsets praised by UN-FCCC executive secretary Patricia Espinosa, 2018, <https://redd-monitor.org/2018/11/21/norwegian-oil-giant-equinors-plans-to-burn-the-planet-and-buy-redd-offsets-praised-by-unfccc-executive-secretary-patricia-espinosa/>
- (19) WRM, The Green Climate Fund (GCF) must say No to more REDD+ funding requests, 2020, <https://wrm.org.uy/actions-and-campaigns/the-green-climate-fund-gcf-must-say-no-to-more-redd-funding-requests/>
- (20) Mongabay, In the battle to save forests, a make-or-break moment for REDD+, 2020, <https://news.mongabay.com/2020/07/in-the-battle-to-save-forests-a-make-or-break-moment-for-redd/>
- (21) German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development, REDD+: Protecting forests and climate for sustainable development, 2015, https://www.bmz.de/en/publications/topics/countries_regions/Materiale250_redd.pdf
- (22) WRM Bulletin 247, New name for old distraction: Nature-Based Solutions is the new REDD, 2020, <https://wrm.org.uy/articles-from-the-wrm-bulletin/section1/new-name-for-old-distraction-nature-based-solutions-is-the-new-redd/>
- (23) FSC-Watch, New documentary slams FSC: "The eco-label could not slow down the forest industry", <https://fsc-watch.com/2018/10/18/new-documentary-slams-fsc-the-eco-label-could-not-slow-down-the-forest-industry/>
- (24) Atibt, 28.5% of natural tropical timber is sustainable in Europe, 2019, <https://www.atibt.org/en/news/8868/28-5-of-natural-tropical-timber-is-sustainable-in-europe>
- (25) Eurostat, Wood products -production and trade, 2020, <https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/pdfs-cache/52477.pdf>
- (26) European Commission, President von der Leyen's State of the Union Address: charting the course out of the coronavirus crisis and into the future, 2020, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_20_1657
- (27) Aljazeera, The Dark Side of Green Energy, 2020, <https://www.aljazeera.com/program/episode/2020/9/7/the-dark-side-of-green-energy/>
- (28) Ibid
- (29) GCF, Indonesia Geothermal Resource Risk Mitigation Project, 2018, <https://www.greenclimate.fund/project/fp083>
- (30) UN, PAGE to support Indonesia low-carbon development path, 2019, <https://www.un-page.org/page-support-indonesia-low-carbon-development-path>
- (31) Think Geoenergy, KfW offering \$2.3 bn in loans for renewable energy projects in Indonesia, 2015, <https://www.thinkgeoenergy.com/kfw-offering-2-3-bn-in-loans-for-renewable-energy-projects-in-indonesia/>
- (32) DW, Indonesia, Germany team on geothermal energy, 2012, <https://www.dw.com/en/indonesia-germany-team-on-geothermal-energy/a-16090329>
- (33) WRM Bulletin 244, Indonesia. The Gloomy Truth Behind Geothermal Energy: A misleading Narrative of "Clean Energy", 2019, <https://wrm.org.uy/articles-from-the-wrm-bulletin/section1/indonesia-the-gloomy-truth-behind-geothermal-energy-a-misleading-narrative-of-clean-energy/>
- (34) Minister of Environment and Forestry of the Republic of Indonesia, Open Letter, 2020, https://britcham.or.id/assets/files/OmnibusLaw_MOEF_Letter.pdf

L'implication des banques européennes de développement dans une société congolaise d'huile de palme perpétue le racisme de l'accaparement des terres de l'époque coloniale



Village de Bokala-wamba, dans la zone de concession de plantation de palmiers à huile de Lokutu de l'ancienne société Feronia, dans la province de Tshopo, en RDC..

Pendant toute la colonisation européenne du continent africain, un système brutal de plantations en monoculture a été utilisé pour prendre le contrôle des palmeraies des populations locales et détruire de vastes zones de forêts pour créer des plantations industrielles. L'un des plus grands bénéficiaires de cette brutalité dans le bassin du Congo a été l'homme d'affaires britannique Lord Leverhulme, qui s'est vu attribuer une énorme concession foncière d'un million d'hectares par l'administration coloniale belge en 1911. Pour extraire des terres congolaises les noix de palme nécessaires à ses usines de savon au Royaume-Uni, la société de Leverhulme a eu recours au travail forcé et à une répression violente. L'entreprise qu'il a créée au Congo existe encore à ce jour, sous le nom de Plantations et Huileries du Congo (PHC). Jusqu'en 2009, PHC appartenait à la multinationale alimentaire Unilever. Dans son livre, l'historien belge David van Reybrouck note que l'entreprise, qui « a commencé comme fabricant de savon à l'échelle industrielle pour devenir la multinationale Unilever, doit en partie son succès au Congo ». (1)

Depuis 2011, PHC a reçu un financement d'environ 200 millions USD de banques de développement européennes, soit directement, soit par l'intermédiaire de la société canadienne Feronia Inc., qui a racheté les activités de PHC en 2009 à Unilever. Le nom d'Unilever renvoie toujours aux cofondateurs britanniques de la multinationale : la savonnerie britannique Lever Brothers de Lord Leverhulme. Actuellement, PHC détient des contrats de concession couvrant 107 000 hectares de terres dans trois provinces de la République démocratique du Congo (RDC), issus de cet accaparement colonial massif des terres.

En juin 2020, Feronia Inc. a fait faillite. La restructuration de l'entreprise et la renégociation des titres de créance de Feronia-PHC qui a suivi, offraient aux banques européennes de développement une occasion unique de commencer à réparer cette injustice coloniale. Mais cela ne les a pas intéressées. Apparemment, aucun effort n'a été fait pour discuter avec les communautés et le gouvernement de la RDC – en tant que propriétaire à 20 % de PHC et émetteur des contrats de concession – de la manière dont le processus de restructuration pourrait être utilisé pour restituer aux communautés les terres et les décisions concernant leur utilisation.

Les communautés vivant dans les concessions revendiquées par PHC ont longtemps cherché à reprendre le contrôle de leurs terres et ont appelé à des négociations avec la société, les banques de développement et les autorités gouvernementales pour déterminer les conditions dans lesquelles la société pourrait être autorisée à continuer à fonctionner. Elles ont rédigé plusieurs lettres, notes de service et déclarations qui ont été adressées ou qui ont été envoyées aux autorités gouvernementales, aux représentants des entreprises et aux banques de développement finançant Feronia et PHC.

En novembre 2018, une organisation de soutien aux communautés, RIAO-RDC (Réseau d'information et d'appui aux ONG en République démocratique du Congo) a déposé une plainte au nom des communautés vivant sur deux des sites de plantation de SSP auprès du mécanisme de plainte indépendant (Independent Complaint Mechanism - ICM) des banques de développement allemandes, néerlandaises et françaises qui financent toutes Feronia-PHC. (2) Le 7 janvier 2019, la plainte a été jugée recevable. La plainte cite un certain nombre de motifs pour lesquels les contrats de concession ne sont pas valides. Ils portent notamment sur le fait que les communautés n'ont jamais donné leur consentement à la conversion de leurs forêts ancestrales en plantations industrielles de palmiers à huile et que les contrats de concession contiennent des erreurs qui les rendent nuls et non avenue. Une annexe à l'accord de crédit de décembre 2015 entre PHC et les banques de développement donne même la liste de plusieurs contrats de concession qui ne sont « pas encore valides ».

Au lieu d'honorer les demandes de la communauté et de combiner les négociations de restructuration qui ont suivi la faillite de Feronia avec la médiation en cours du mécanisme de plainte indépendant, les banques ont cédé les droits de concession des plantations et des usines de PHC à une obscure société de capital-investissement appelée KKM, basée à Maurice. Le Groupe CDC (la banque de développement britannique) aurait accepté au passage des pertes de plus de 50 millions USD. Le Groupe CDC détenait 41 % des actions de Feronia lorsque la société a fait faillite en juin 2020. Les banques de développement néerlandaises, allemandes et belges (3) détiennent une partie des titres de concession PHC en garantie du prêt de 49 millions USD qu'elles ont accordé à PHC en 2015 et que la société n'a pas encore remboursé. Elles seraient disposées à annuler immédiatement 50 % du remboursement de leur prêt de 49 millions USD en cours. Elles pourraient annuler 30 % de plus si le nouveau propriétaire met en œuvre un plan d'action pour rénover les maisons des travailleurs et construire des écoles, des postes de santé et des forages d'eau – obligations qui faisaient déjà partie d'un plan d'action que les mêmes banques ont négocié avec l'entreprise lorsqu'elles ont approuvé le prêt en 2015 – et que Feronia-PHC n'a pas réussi à honorer pendant des années.

Ainsi, dans un contexte où les banques européennes de développement étaient bien conscientes des demandes communautaires de restitution de leurs terres (4) ; du maintien des conditions de travail abusives dans les plantations de palmiers à huile de l'entreprise malgré l'injection de millions de dollars au fil des ans (5) ; des tensions violentes (meurtres) et des arrestations arbitraires de villageois sur les sites des plantations (6), et où elles détenaient près de la moitié des droits sur les usines PHC et les contrats de concession et possédaient la plus grande partie de la dette de Feronia, les soi-disant banques de développement n'ont toujours pas cherché à associer les communautés et le gouvernement de la RDC à la réflexion sur la manière de commencer à mettre fin à cette injustice datant d'un accaparement des terres de l'époque coloniale. Elles ont préféré céder

les plantations et les installations de traitement industrielles et modernisées à une autre société privée basée à Maurice.

Avec ce dogmatisme néolibéral, l'idéologie rétrécit tellement l'horizon de la compréhension du « secteur privé » par les banques de développement que l'option d'investir dans des entreprises sous contrôle communautaire ne semble pas exister. C'est ce dogmatisme qui maintient dans la pauvreté les communautés vivant dans et autour des plantations de PHC, forcées de travailler comme journaliers sur leurs terres ancestrales et exposées régulièrement au harcèlement et à la violence des agents de sécurité de l'entreprise. Les banques ont-elles même seulement exploré l'idée d'« exploiter » les avantages d'un « mode de développement » basé sur la gestion et la restauration par les communautés de ces plantations industrielles de palmiers à huile en monoculture et sur une autonomie fondée sur le contrôle de leurs terres ancestrales ? Le potentiel de ces voies alternatives pour les communautés est déjà évident dans l'expérience de plusieurs communautés sur le site de plantations PHC de Lokutu. Début 2020, les communautés ont repris quelque 300 hectares de plantations abandonnées après la faillite de Feronia et ont commencé leur propre production d'huile de palme. Ils ont retrouvé une autonomie et des niveaux de revenus jamais vus alors qu'ils travaillaient comme journaliers dans des conditions de quasi-esclavage dans les plantations de PHC. « Nous sommes heureux d'avoir enfin accès à des terres dont nous avons été tenus à l'écart depuis si longtemps », déclare M. EBAMBOLA, le gestionnaire de crise de l'installation. « Avec l'accès à ces terres, nous sommes en mesure de reprendre notre production d'huile de palme, qui a été violemment interrompue par la colonisation. Depuis le début de la semaine, j'ai vendu à moi seul 15 barils d'huile, ce qui me rapporte 300 000 francs congolais (150 USD) de bénéfice. Cela représente sept fois ce que vous pouviez gagner en travaillant extrêmement dur pour l'entreprise pendant un mois entier. » (7)

La décision des banques européennes de développement d'ignorer les demandes de la communauté concernant le respect de leurs droits coutumiers sur la terre dévoile également le type de racisme que Larry Lohmann décrit dans un article de 2016 pour le bulletin WRM 223 (8). L. Lohmann explique que « l'activité précaire de Feronia n'aurait pas pu être menée si elle n'avait pas occupé des terres forestières volées aux communautés le long du fleuve Congo sous l'occupation coloniale belge entre 1908 et 1960. Compte tenu de l'héritage durable de la malnutrition et de la dépendance à l'égard des salaires de misère qui continue de peser sur la population locale, n'est-il pas raciste de la part du Groupe CDC de prétendre qu'il essaie seulement « d'améliorer une situation » dont il a « hérité », dont il n'est pas responsable, et par rapport à laquelle il ne peut rien faire ?

Les abus et les injustices font partie intégrante de ce modèle de plantation industrielle. Dans les plantations de PHC, cela s'est notamment traduit par des témoignages de membres de la communauté sur le fait que le directeur belge du site de plantation de Boteka aurait rétabli la flagellation publique des villageois accusés d'avoir volé des noix de palme dans les plantations de Feronia-PHC. Les villageois étaient terrifiés à l'idée de signaler ces incidents car ils avaient encore à l'esprit l'impunité dont avait bénéficié le meurtrier présumé de Joël Imbangola Luneza (un membre du RIAO-RDC tué en 2019 par un agent de sécurité de Feronia-PHC), qui était revenu dans leur village et terrorisait des témoins. (9)

De toute évidence, la faillite de Feronia Inc. était une situation dans laquelle les banques de développement auraient pu faire beaucoup pour reconnaître l'héritage colonial de leur pays au Congo. Elles ont choisi de ne pas le faire. Au contraire, elles soutiennent le modèle brutal

des concessions de plantations et prétendent que l'exploitation inhérente à ce modèle apportera le « développement ». Tout se passe comme si les horreurs bien documentées de ce système de plantation colonial n'existaient pas. Tant que les banques de développement continueront de financer ce modèle colonial de développement, elles continueront d'être complices de la perpétration de la violence et du racisme dans les pays du Sud que représente ce modèle de développement.

Comme le disait en 2018 une femme membre du RIAO-RDC dans un entretien avec WRM, « les femmes se préparent à récupérer leurs terres, à cultiver comme le faisaient leurs grands-mères avant que l'entreprise arrive et leur prenne leurs terres. Elles veulent produire à nouveau leur alimentation, elles veulent pouvoir pêcher à nouveau dans les ruisseaux et les rivières près de leurs villages. Elles veulent recommencer à produire elles-mêmes de l'huile de palme, comme le faisaient leurs grands-mères. Et pas seulement de l'huile de palme. Les palmiers à huile fournissent de nombreux autres produits que les femmes avaient l'habitude de préparer. La production de l'huile de palme est une tradition ancienne pour les femmes dans cette partie du monde. Elles veulent pouvoir gagner leur vie là où elles vivent, ne pas être obligées de quitter leur village pour acheter des choses à l'extérieur et les revendre dans leur village parce que c'est la seule manière dont elles peuvent gagner un peu d'argent. Elles veulent travailler dans leurs villages, cultiver leurs champs et leurs palmeraies, ramasser leurs aliments traditionnels dans la forêt. » (10)

RIAO-RDC et WRM
info@wrm.org.uy

Une série d'articles de presse, de rapports et de déclarations de la communauté contre le maintien de l'accaparement des terres de l'époque coloniale par les Plantations et Huileries du Congo est disponible sur <https://www.farmlandgrab.org/cat/show/511>

(1) David Van Reybrouck (2010) : Congo: The Epic History of a People.

Voir également : *Ancienne vidéo de propagande* : The Wealth Of The World - Congo Harvest Reel 2 Of 2 (1950-1959) : <https://www.youtube.com/watch?v=-exESilp0jo>

(2) Plainte de la communauté contre le financement de PHC par la DEG et la FMO consultable sur <https://tinyurl.com/y2s8wtpc>

(3) En outre, les banques de développement de France, d'Espagne et des États-Unis ont financé Feronia-PHC par le biais de leurs investissements dans le Fonds de développement des infrastructures de l'Afrique émergente (EAIF) et le Fonds pour l'agriculture africaine (AAF).

(4) Pour la plainte de la communauté, voir le lien (2). Voir aussi <https://wrm.org.uy/?s=Feronia> pour plus d'informations sur l'histoire récente de l'opposition des communautés à la poursuite de l'occupation par PHC de leurs terres ancestrales.

(5) Human Rights Watch (2019) : RD Congo : Des banques de développement impliquées dans des abus dans le secteur de l'huile de palme
 . <https://www.hrw.org/fr/news/2019/11/25/rd-congo-des-banques-de-developpement-impliquees-dans-des-abus-dans-le-secteur-de>

(6) Appel à mobilisation exigeant la libération immédiate des villageois emprisonnés sur de fausses accusations : <https://www.farmlandgrab.org/post/view/29470-action-alert-immEDIATE-release-of-villagers-in-the-dr-congo-imprisoned-on-false-charges-related-to-a-land-conflict-with-feronia-inc>
 Un agent de sécurité de Feronia acquitté du meurtre d'un défenseur des droits fonciers congolais.
<https://www.farmlandgrab.org/post/view/29469-drc-feronia-security-guard-acquitted-of-murdering-congolese-land-defender>

(7) Les communautés prennent le contrôle des plantations abandonnées par Feronia PHC.
<https://www.farmlandgrab.org/post/view/29682-groups-welcome-feronias-decision-to-abandon-plantation-lands-and-enable-communities-in-the-dr-congo-to-thrive>

(8) Bulletin WRM 223, « Nègre » et « Nature » : Élargir le concept de racisme environnemental, 2016 <https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/negre-et-nature-elargir-le-concept-de-racisme-environnemental/>

(9) Farmlandgrab, Les banques de développement doivent rendre compte de leurs investissements désastreux dans les plantations de palmiers à huile au Congo, 2020, <https://www.farmlandgrab.org/post/view/29868-development-banks-must-be-held-accountable-for-their-disastrous-oil-palm-plantation-investments-in-the-congo>

(10) Les souffrances indicibles des femmes qui vivent à l'intérieur et autour des plantations industrielles de palmiers à huile de Feronia en République démocratique du Congo, 2018, <https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/les-souffrances-indicibles-des-femmes-qui-vivent-a-linterieur-et-autour-des-plantations-industrielles-de-palmiers-a-huile-de-feronia-en-republique-democratique-du-congo/>

La Banque africaine de développement et le secteur des plantations d'arbres



«Les plantations ne sont pas des forêts», membres des communautés de la province de Zambezia, au Mozambique.

En juin 2019, le rapport « Towards Large-Scale Commercial Investment in African Forestry » (1) a lancé un appel aux agences de financement du développement, principalement européennes, et à la Banque mondiale, pour qu'elles apportent une aide financière à un nouveau fonds destiné à financer 100 000 hectares de (nouvelles) plantations industrielles d'arbres, afin de soutenir le développement potentiel de 500 000 hectares en Afrique orientale et australe. Cet argent, selon le rapport, jouerait un rôle crucial pour que les investisseurs privés puissent générer des profits à partir des plantations. Le siège du nouveau fonds serait basé dans le paradis fiscal de l'île Maurice.

La Banque africaine de développement (BAD) et le WWF Kenya ont publié ce rapport avec le financement des Fonds d'investissement climatique de la Banque mondiale. L'objectif du rapport est d'aider la BAD « à évaluer et à concevoir des modèles alternatifs de financement privé pour la foresterie commerciale en Afrique en vue d'établir, ou d'aider à établir, un mécanisme d'investissement spécialisé pour les plantations forestières commerciales ». Le rapport déclare que les agences de développement de la Finlande, de la Suède, de la Norvège, du Danemark, de l'Islande, du Royaume-Uni et des Pays-Bas sont intéressées.

En bref, le rapport fait l'éloge des plantations industrielles en monoculture. Il répète, sans fournir aucune preuve, la plupart des arguments trompeurs que les sociétés de plantations

utilisent dans leur propagande pour dissimuler les impacts de cette industrie dévastatrice. Le rapport s'attache à décrire les instruments financiers possibles qui permettraient d'attirer les entreprises dans cette région et de rentabiliser au mieux leurs investissements.

Le rapport identifie « des projets facilement accessibles ayant le potentiel de créer près de 500 000 ha de *nouvelles forêts* (sic) sur environ 1 million d'hectares, sans compter les zones que les entreprises et les promoteurs existants prévoient déjà d'utiliser pour leur propre expansion. Ce chiffre ne prend également pas en compte « les projets hypothétiques ou à un stade précoce » (*italiques ajoutés*). Le rapport identifie en particulier des « terres de plantation viables » dans dix pays : Angola, Ghana, Mozambique, Malawi, Ouganda, République du Congo, Soudan du Sud, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

Le rapport affirme en outre que « l'Afrique pourrait être bien placée pour avoir le potentiel de reboisement le plus rentable du monde ». Et, ensuite, il explique les schémas d'investissement possibles qui pourraient permettre un alignement des objectifs des entreprises commerciales et des objectifs de reboisement (à partir de cibles climatiques ou volontaires) et, ainsi, de générer plus de profits pour les actionnaires.

Aucune des pages du rapport ne mentionne cependant, même indirectement, la masse impressionnante d'informations qui met en évidence les nombreux impacts négatifs des plantations industrielles pour les communautés et leur environnement. Les auteurs du rapport ont choisi d'ignorer les dommages causés par les sociétés de plantations, parmi lesquels la destruction des forêts et des savanes ; l'érosion des sols ; la contamination et l'assèchement des ressources d'eau ; les violences généralisées infligées aux communautés, parmi lesquelles la restriction des déplacements, la criminalisation en cas de résistance, les abus, le harcèlement et les violences sexuelles, en particulier envers les femmes et les filles ; la destruction des moyens de subsistance et de la souveraineté alimentaire, la destruction du tissu culturel, spirituel et social au sein des communautés voisines et entre elles ; le faible nombre d'emplois, précaires et dangereux ; le non-respect des projets « sociaux » ou des promesses faites aux communautés, la destruction des modes de vie, l'augmentation du nombre de cas de VIH/SIDA... et la liste est encore longue.

Face à cela, le 21 septembre 2020, Journée internationale de lutte contre les plantations d'arbres en monoculture, 121 organisations de 47 pays et 730 membres de différentes communautés rurales du Mozambique qui sont confrontées à des sociétés de plantations d'arbres industrielles, ont diffusé une lettre ouverte pour demander l'abandon immédiat de tout programme de reboisement basé sur les grandes plantations en monoculture. (2)

Le rapport se vante néanmoins d'avoir eu recours à un « exercice de consultation au niveau de l'ensemble du secteur ».

Pour les auteurs, *le secteur* comprend « des participants du secteur, qu'il s'agisse d'investisseurs, d'acteurs industriels, d'organisations non gouvernementales (ONG) ou de gestionnaires de fonds forestiers [...]. Pour enrichir et recouper encore les contributions à l'étude, l'équipe a également participé à trois événements de l'industrie forestière et a consulté un large éventail de contacts personnels dans le secteur. » Le rapport mentionne également les consultations effectuées auprès d'institutions et agences de financement du développement ainsi que de sociétés pétrolières et d'autres sociétés industrielles. Il est cependant clair que les communautés vivant sur ou autour des quelque 500 000 hectares de terres identifiées comme devant être transformées en monocultures industrielles, ne sont pas considérées comme faisant partie du *secteur*. Les nombreuses communautés et

groupes qui résistent depuis des décennies aux plantations dans les pays que le rapport utilise comme exemples (la Tanzanie, le Mozambique, le Ghana et le Brésil), n'ont pas non plus été pris en compte. (3)

En outre, selon le rapport, l'ONG Conservation International a confirmé « qu'elle voit un potentiel dans l'association de grandes entreprises mondiales avec le secteur forestier ». Il mentionne en outre le WWF et The Nature Conservancy – à savoir la même catégorie d'ONG principalement concernées par la promotion de programmes et de politiques qui sont alignés sur les intérêts des entreprises – comme un moyen facile de conserver leurs financements, projets et investissements.

L'orientation purement financière de ce rapport, qui est axée sur la manière de réaliser le plus de profits possible, ne devrait cependant pas surprendre. Il a été préparé par une société appelée Acacia Sustainable Business Advisors (4), qui a été créée par Martin Poulsen, un banquier du développement qui intervient dans la création de fonds de capital-investissement, notamment en Afrique. Les fonds de capital-investissement investissent dans les actions de différentes entreprises. Le gestionnaire du fonds essaie d'offrir de gros rendements en répartissant ses investissements entre des entreprises de différents secteurs. (5) L'un des co-auteurs du rapport est Mads Asprem, l'ex-directeur de Green Resources, une société norvégienne de plantation d'arbres et de compensation carbone. Les plantations d'arbres de Green Resources au Mozambique, en Tanzanie et en Ouganda ont entraîné l'accaparement de terres, des expulsions, la perte de moyens de subsistance et une aggravation de la faim dans les communautés locales. (6)

Le rapport montre également les réponses que les investisseurs pourraient apporter aux « obstacles » potentiels. Une des « barrières structurelles » identifiées est appelée « relations avec les parties prenantes », un concept très vague qui semble être lié à d'éventuels conflits avec les communautés vivant dans ou autour des projets de plantation. Le terme « conflits » n'est toutefois pas mentionné une seule fois dans l'ensemble du rapport. La réponse recommandée à cet « obstacle » est la suivante : « Utiliser le profil de « courtier honnête » de la BAD ou d'une autre BMD [Banque multilatérale de développement] pour réunir les parties prenantes ». Il semble donc que la stratégie consiste à utiliser les banques de développement pour faire croire aux communautés que le projet a l'intention d'améliorer (« développer ») la vie des gens. Un autre « obstacle structurel » identifié dans le rapport est celui des « défis liés au régime foncier », auquel il est recommandé de répondre en « suivant les meilleures pratiques du FSC et d'autres ». Cette recommandation est bien entendu formulée malgré la grande quantité d'informations qui montrent comment, dans la pratique, le label FSC certifie comme « durables » des plantations industrielles d'arbres qui détruisent les moyens de subsistance des populations.

Quand les programmes de lutte contre le changement climatique et de développement se mêlent pour générer des profits

Il est intéressant de souligner la manière dont le rapport utilise les Objectifs de développement durable (ODD) et le besoin d'atténuation et d'adaptation au changement climatique dans la région africaine pour promouvoir l'expansion des plantations industrielles. Il va jusqu'à conclure que « l'affectation de ressources financières à ces efforts [le reboisement dans le cadre des ODD] relève du mandat des organisations internationales de développement et des fonds spéciaux pour le climat ».

Le rapport indique également que « les entretiens préliminaires ont permis de constater que certaines compagnies pétrolières forment déjà des alliances avec des sociétés d'investissement dans la foresterie durable ». Les compagnies pétrolières et gazières sont un facteur essentiel du changement climatique et par conséquent une telle évolution compromet clairement tout éventuel résultat positif possible pour le climat. En outre, cela donne à ces entreprises un moyen facile de se soustraire à toute responsabilité concernant leurs activités commerciales. Cela est clairement illustré par l'annonce de différents géants pétroliers, comme la société italienne ENI et la société anglo-néerlandaise Shell, selon laquelle elles vont investir dans des projets de méga-plantations d'arbres pour soi-disant « compenser » les niveaux de pollution qu'elles provoquent. Ces deux entreprises sont responsables de catastrophes et de crimes environnementaux résultant de leurs activités liées aux combustibles fossiles dans de nombreuses régions du globe. (7)

La Banque africaine de développement est complice de cette stratégie. Pendant que la Banque finance ce rapport qui encourage l'expansion des plantations industrielles en Afrique comme solution climatique, elle finance au Mozambique un nouveau méga-projet d'extraction de gaz dans la province de Cabo Delgado, entrepris par un consortium d'entreprises dont ENI.

Ce rapport est une preuve supplémentaire de la manière dont les investissements des sociétés à la recherche de profit passent avant le bien-être social des populations au nom du *développement* et maintenant aussi de la *lutte contre le changement climatique*. Il n'y a pas de terres « inutilisées » ou « dégradées » disponibles à l'échelle proposée, ce qui signifie que d'innombrables personnes en Afrique seront directement et indirectement touchées si ce plan d'expansion est mis en œuvre.

Une autre carence importante du rapport est la façon dont il suppose carrément que le faible nombre actuel d'investissements dans les grandes plantations d'arbres de cette région d'Afrique est dû au petit nombre de possibilités d'investissement disponibles. Cependant, pour les communautés et les groupes sur le terrain qui s'organisent presque quotidiennement pour s'opposer à la saisie de leurs terres et de leurs vies par ces entreprises de plantations, il est clair que leur résistance a réussi à stopper l'expansion de ces plantations dans de nombreux endroits. Et comme le dit la lettre ouverte lancée le 21 septembre, les communautés du monde entier « vont certainement résister à ce nouveau plan d'expansion insensé proposé dans l'étude de la BAD et du WWF Kenya ».

(1) BAD, CIF, WWF, Acacia Sustainable, Towards large-scale investment in African forestry, 2019, http://redd-monitor.org/wp-content/uploads/2020/09/towards_large-scale_commercial_investment_in_african_forestry.pdf

(2) Lettre ouverte sur les investissements dans les plantations d'arbres en monoculture dans les pays du Sud, en particulier en Afrique, et en solidarité avec les communautés qui résistent à l'occupation de leurs territoires, 2020, https://wrm.org.uy/fr/files/2020/10/carta-con-firmas-FR_upd201008.pdf

(3) Pour plus d'informations sur les luttes de résistance contre les plantations, voir : <https://wrm.org.uy/fr/index-par-themes/resistance-locale-et-mondiale/luttes-locales-contre-les-plantations/>

(4) Acacia Sustainable Business Advisors, <https://www.acaciasba.com/about>

(5) Groww, Equity Mutual Funds, <https://groww.in/p/equity-funds/>

(6) REDD-Monitor, How WWF and the African Development Bank are promoting land grabs in Africa, 2020, <https://redd-monitor.org/2020/09/22/international-day-of-struggle-against-monoculture-tree-plantations-how-wwf-and-the-african-development-bank-are-promoting-land-grabs-in-africa/> ;

L'expansion des plantations d'arbres sur les territoires paysans du corridor de Nacala : Green Resources au Mozambique, 2018, <https://wrm.org.uy/fr/autres-informations-pertinentes/l'expansion-des-plantations-darbres-sur-les-territoires-paysans-du-corridor-de-nacala-green-resources-au->

[mozambique/](#) ; Bulletin du WRM, Green Resources au Mozambique : Encore d'autres fausses promesses ! 2018, <https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/green-resources-mozambique-encore-dautres-fausses-promesses%e2%80%89/> ; Bulletin du WRM, Le colonialisme du carbone : l'échec du projet de compensation de carbone de Green Resources en Ouganda, 2018, <https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/le-colonialisme-du-carbone-lechec-du-projet-de-compensation-de-carbone-de-green-resources-en-ouganda/> ; Bulletin du WRM, Tanzanie : résistance communautaire aux plantations d'arbres en monoculture, 2018, <https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/tanzanie-resistance-communautaire-aux-plantations-darbres-en-monoculture/> ; et Bulletin du WRM, The farce of « Smart forestry »: The cases of Green Resources in Mozambique and Suzano in Brazil, 2015, <https://wrm.org.uy/articles-from-the-wrm-bulletin/section1/the-farce-of-smart-forestry-the-cases-of-green-resources-in-mozambique-and-suzano-in-brazil/>

(7) REDD-Monitor, NGOs oppose the oil industry's Natural Climate Solutions and demand that ENI and Shell keep fossil fuels in the ground, 2019, <https://wrm.org.uy/other-relevant-information/ngos-oppose-the-oil-industrys-natural-climate-solutions-and-demand-that-eni-and-shell-keep-fossil-fuels-in-the-ground/>

« Cela a toujours été ainsi » : une coopération qui ne coopère pas



Peinture murale dans la ville de Pisco, Pérou..

L'expérience qui a motivé le présent article s'est produite dans la ville de Pisco, Pérou, après un tremblement de terre dévastateur qui a laissé presque cinq cent mille personnes durement touchées. Cependant, cette province a vécu de nombreuses interventions violentes tout au long de son histoire, de l'imposition de plantations durant la colonie espagnole qui exigeaient le travail d'esclaves jusqu'au méga-port qui exporte aujourd'hui des minéraux et du gaz extrait dans la plupart des cas dans un contexte de conflits et de spoliation communautaires dans les montagnes et les jungles du pays.

Un jour, alors que je visitais un groupe de femmes organisées dans une communauté afro-péruvienne, un camion de l'armée est arrivé avec à bord l'épouse du commandant responsable de la zone. Sans descendre du camion, elle a lancé des dons de vêtements aux gens qui l'attendaient.

Les femmes du groupe sont parvenues à obtenir quelques pièces de vêtements et des souliers. Doña Felicia, la présidente de la communauté, avait « pêché » des collants de ballet petite taille et des petites chaussures à talon haut. Durant la pause de la réunion, elle a étiré les collants, les a regardés et a souri en commentant : « Je pensais qu'ils nous aideraient avec des bottes et des vêtements à notre taille. Je ne suis pas ingrate, mais ces collants ne me font pas et les souliers à talon haut sont inutiles ici à la campagne. » Elle a finalement laissé les articles dans un coin et nous avons continué notre réunion. Cette scène m'a fait réfléchir sur de nombreux aspects de l'aide externe et les véritables intérêts de la *coopération au développement*. En fin de compte, cette aide constituerait-elle simplement un outil de néocolonisation dans les territoires contestés ?

Un peu d'histoire

La *coopération au développement* devient un nouveau chantier après la Deuxième Guerre mondiale. Dans les années 1950 et 1960, l'*aide au développement* s'est institutionnalisée et les soi-disant *pays développés* ont commencé à la considérer une composante stable de leur politique externe. Petit à petit, le concept d'*aide au développement* s'est transformé en *coopération au développement*. À la fin des années 1960, on entrevoyait la crise économique qui nous a accompagnés jusqu'à aujourd'hui et les déclarations sur la justice et

le besoin de coopération ont fait partie des principes énoncés pour régir les relations économiques mondiales.

À cette époque, on a tenté de radicaliser le concept de droit des peuples au *développement*. Cependant, la *coopération au développement* a continué de favoriser les politiques monétaristes et libre-échangistes, lesquelles ont approfondi les iniquités entre le Nord et le Sud.

Paradoxalement, depuis les années 1970, les fonds accordés aux ONGD (Organisations non gouvernementales de *développement*) ont augmenté substantiellement jusqu'à aujourd'hui. Au début, ces fonds servaient à canaliser des aides directes aux territoires que couvraient les ONGD et cette aide échappait au contrôle gouvernemental des pays récepteurs (bien souvent de gouvernements dictatoriaux). Par la suite, dans les années 1980 à la décennie de 2000, les fonds ont aidé à financer des projets que les États n'étaient pas en mesure de couvrir en raison des politiques néolibérales imposées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Aujourd'hui, le financement en Amérique latine et dans les Caraïbes est centré sur les territoires en conflit, c'est-à-dire des territoires convoités pour commencer ou étendre des activités industrielles ou leurs infrastructures connexes.

Donateurs et intérêts en jeu

Sur le terrain, même si les différentes moutures de *coopération au développement* ont énoncé une idéologie de respect et de non-intervention dans les territoires, elles ont défini leurs propres objectifs et, dans les faits, imposé des conditions d'utilisation de ces fonds dans nos pays. De même, à partir des années 1960, certains programmes de *coopération* ont commencé à intégrer des stratégies et des projets dotés d'une « approche de genre » dans le but proclamé d'éliminer la discrimination contre les femmes. De plus, depuis le milieu des années 1990, on vise à éliminer les inégalités de genre.

Cependant, même si ce thème a été intégré en réponse aux pressions des mouvements féministes et des femmes de partout sur la planète, la réalité montre que dans la plupart des cas, ces « approches de genre » finissent par légitimer les interventions et les activités industrielles dans les territoires communautaires. Cette « approche » est souvent ajoutée aux documents de projet pour donner une légitimité aux projets de *coopération* et ainsi faciliter leur acceptation. Bien souvent, les projets profitent même de la vulnérabilité extrême des femmes pour les convaincre d'accepter un financement ou une *aide* qui ne correspond pas à leurs luttes, à leurs convictions ou à leurs besoins réels.

Alors, d'où vient l'argent de la *coopération au développement* ?

D'abord, les ONGD de coopération comptent une grande variété de donateurs notamment : les églises, les groupes laïcs de solidarité, les partis politiques, les syndicats, les entreprises, etc. De plus, elles canalisent des ressources provenant de diverses sources : aide gouvernementale, aide intergouvernementale, collectes de fonds publics et fonds propres.

Les *agences de coopération* des pays du Nord représentent le deuxième type d'organisation de coopération au développement dont les fonds gouvernementaux constituent la principale source de financement. Ces fonds sont affectés à la réalisation d'objectifs stratégiques que choisit chaque congrès ou parlement selon sa propre politique extérieure. Et ils sont alignés avec l'agenda des 17 objectifs de développement durable des Nations unies d'ici 2030,

lesquels correspondent aussi à ceux du marché libre, du capitalisme « vert » et des politiques externes des pays du Nord.

Cependant, les fonds du secteur privé (banques, entrepreneurs, partenariats public-privé, fondations à but lucratif ou sociétés) représentent une autre source importante de financement des *Agences*. De plus en plus, les pays du Nord cherchent à impliquer les entreprises pour qu'elles investissent dans des territoires situés principalement dans le Sud, conformément à leurs propres politiques et champs d'intérêt. Ainsi, la *coopération* devient un carcan qui renforce le *statu quo* du libéralisme mondialisé.

Ainsi, pourquoi la *coopération au développement* n'aide-t-elle pas concrètement les communautés sur les enjeux qui les intéressent vraiment ?

Lorsque les intérêts ne coïncident pas

Pensons à cette situation : doña Felicia voulait de bonnes bottes en caoutchouc et des chaussettes épaisses pour la campagne, c'est-à-dire des vêtements qui lui servent dans sa réalité. *L'aide* reçue ne répondait pas à un besoin réel.

Ainsi, les activités extractives sont généralement présentées comme promotrices de *développement* pour les communautés. Cependant, elles ignorent systématiquement les besoins réels et les infatigables luttes des peuples qui disent NON aux impositions et aux activités extractives prédatrices. Les communautés ont d'autres priorités et besoins, très différents de ceux établis dans les politiques extérieures des pays *donateurs* ou de leurs bailleurs de fonds privés.

De la même manière, les programmes et les projets de *coopération* destinés précisément aux femmes ne tiennent presque jamais compte des besoins et des préoccupations véritables des femmes, et encore moins des processus, des réflexions et des luttes des femmes dans les espaces où ils interviennent prétendument pour *aider*. On pourrait dire que nombre de programmes de *coopération* dotés d'une « approche de genre » parviennent même à altérer le programme politique des femmes, en canalisant et en priorisant des discussions, des pratiques et des intérêts étrangers imposés de l'extérieur.

De toute évidence, les intérêts ne coïncident pas. Alors que les *agences de coopération* (dotées d'un financement gouvernemental et privé) cherchent avant tout à faciliter l'intervention constante de grands projets dans les territoires et les bassins versants, les communautés offrent la vie pour défendre ces mêmes territoires. Il faut préciser que le financement vient avec des conditions. Les gouvernements offrent l'impunité et la flexibilisation des normes environnementales et de travail aux entreprises là où elles opèrent, ce qui cause encore plus de conflits et de spoliation des peuples.

Doña Felicia sait ce qu'elle doit faire

Après la réunion dans la communauté de la région de Pisco, j'ai réfléchi avec doña Felicia sur ce qui s'était passé. Peu à peu, nous en sommes venues à la conclusion que cela a toujours été ainsi. Beaucoup d'étrangers pensent pouvoir résoudre les problèmes des communautés en imposant leurs mesures externes et en intervenant dans leurs vies et leurs coutumes avec le prétexte de vouloir les améliorer.

« Ces gens ne connaissent jamais nos besoins, » m'a-t-elle commenté, déçue. « C'est toujours la même chose, » a-t-elle continué, « les gens de la ville et les autorités pensent que nous, parce que nous sommes pauvres, nous ne savons pas ce qu'il nous faut. » Pensive, elle a conclu : « Peu importe, nous finissons toujours par recommencer avec ce que nous avons. »

Elle a ajouté : « Voyez-vous, ma camarade, nous, ici dans la communauté, nous nous sommes organisées après le tremblement de terre, nous reconstruisons nos maisons petit à petit ; nous surmontons notre douleur pour la perte et nous savons que nous devons continuer ; ainsi est le destin. Notre communauté est très unie, vous verrez que bientôt nous fêterons à nouveau la vie... Parce que tu sais ? Il suffit d'avoir de l'eau pure, d'avoir notre lopin de terre et que nos enfants soient en santé ; nos bras et nos jambes suffisent pour travailler. Nous n'avons pas besoin de plus. »

Effectivement, doña Felicia a raison : nous et les communautés, nous n'avons pas besoin d'*agences de développement* qui nous disent quelles sont nos priorités, ce que nous devons défendre ou ne pas défendre, ce qui est bon et ce qui est mauvais, ni quelle est la limite entre la croissance économique et notre véritable *développement*.

La *coopération au développement* est, bien souvent, une louve dans une peau de mouton, avide de s'introduire dans les territoires pour les dévorer. Et c'est dans ce triste contexte que la protection des défenseuses de la vie et des territoires devient une question criante, car tous les jours on les stigmatise, criminalise, harcèle, menace ou tue en toute impunité. Comme l'ont prophétiquement manifesté les ancêtres de l'*Abya Yala*, c'est « l'empire de la convoitise. »

Nancy Fuentes León

Réseau latino-américain de femmes défenseuses des droits sociaux et environnementaux

RECOMMANDATIONS

Désembrouiller les concepts enchevêtrés avec celui du développement

Le discours sur le développement est enchevêtré avec un ensemble de concepts : impossible de parler de développement sans penser à d'autres idées comme la pauvreté ou la croissance. Mais comme il s'agit d'un discours transversal présent dans la plupart des politiques économiques et d'intervention dans les territoires, il s'enchevêtre avec d'autres concepts comme le racisme, les droits et les alternatives. C'est pourquoi un grand nombre des articles de notre bulletin portent un regard sur ce discours. Nous attirons votre attention sur les bulletins antérieurs qui pourraient vous aider à démêler certains de ces concepts et espérons qu'ils vous soient utiles!

* Bulletin 209, décembre 2014, Réflexions à propos du débat sur les « **alternatives** »

<https://wrm.org.uy/fr/bulletins/numero-209/>

* Bulletin 223, avril 2016, Le **racisme** dans les forêts : un processus d'oppression au service du capital,

<https://wrm.org.uy/fr/bulletins/bulletin-numero-223-avril-2016/>

* Bulletin 234, novembre 2017, **Pièges**, dilemmes et contradictions du discours sur les droits dans la forêt

<https://wrm.org.uy/fr/bulletins/numero-234/>

* Bulletin 236, mars 2018, **Femmes**, plantations d'arbres et violence : construire des résistances

<https://wrm.org.uy/fr/bulletins/numero-236/>

* Bulletin 247, décembre 2019, Des **concepts** qui détruisent les forêts

<https://wrm.org.uy/fr/bulletins/numero-247/>

De même, beaucoup de ressources approfondissent la critique de ce concept de *développement* devenu un thème transversal. Ainsi, nous recommandons les pages Web des organisations The Corner House (en anglais) <http://www.thecornerhouse.org.uk/>, Focus on the Global South (en anglais) <https://focusweb.org/> et GRAIN (principalement en espagnol, anglais et portugais) <https://www.grain.org/>

« Les banques publiques de développement ne méritent pas leur nom »

Une déclaration à signer dénonce le fait que les banques publiques de développement financent des entreprises et des projets privés qui ont un impact important sur les communautés, leur souveraineté alimentaire et leurs territoires. Du 9 au 12 novembre 2020, 450 institutions financières du monde entier vont se réunir pour la première rencontre internationale des banques publiques de développement, baptisée sommet « Finance en commun », organisée par le gouvernement français. Ces institutions dépensent collectivement 2 000 milliards de dollars par an pour des projets de développement (routes, centrales électriques, plantations agro-industrielles, etc.) en prétendant que ces projets privés créent de la croissance et des emplois. Une grande partie de ces dépenses est financée par le travail et les impôts des citoyens, et c'est pourquoi ces banques se qualifient de publiques. Mais, comme l'indique la pétition, « les banques publiques de développement sont déconnectées de toute logique "publique", et de toute discussion sur ce à quoi le "développement" devrait ressembler ». Lisez et diffusez la déclaration en anglais, en français ou en espagnol :

https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSeYNLk3pA9cWdx1jue1fJCAL0g4zkGqfBU5j5MBd5_xqA3MIA/viewform252 - Final Sections_FR.doc

Des terres volées ont été récupérées en Argentine

En Argentine, l'association Productores Independientes de Piray s'est organisée pour freiner la monoculture de pins et la société Alto Paraná que la multinationale de la cellulose Arauco a acquise en 1996. Les paysannes et les paysans ont résisté et remporté une rare victoire : l'expropriation de terres de la multinationale. De plus, leur production de nourriture contribue à la souveraineté alimentaire. Veuillez lire la note dans Tierra Viva, la nouvelle agence de nouvelles du secteur paysan et autochtone en Argentine (en espagnol).

https://agenciaterraviva.com.ar/despertan-tierras-dormidas/?fbclid=IwAR28yaz-sDcfG8CXQhtjF5goCxhkc_4IUT3J_9IbHIqnNQ498vdEjCdq9t8

« Transformer le système »

Le plus récent bulletin de l'organisation Focus on the Global South porte sur la pandémie mondiale. Sept articles y examinent comment le présent contexte peut donner lieu à des transformations économiques stratégiques. La version anglaise de ce bulletin est accessible ici. [https://mailchi.mp/95c403447f50/covid-bulletin-06-transform-the-system?e=0e5483a4a5Boletín 252 Completo_FR.doc](https://mailchi.mp/95c403447f50/covid-bulletin-06-transform-the-system?e=0e5483a4a5Boletín%20Completo_FR.doc)

Movus fait appel à la justice, d'ordonner la suspension des activités de chantier pour l'installation industrielle de cellulose UPM

Membres du MOVUS (Mouvement pour un Uruguay Durable) dénonce le non-respect de la part de la société de pâte UPM des conditions environnementales sur lesquelles l'installation de sa nouvelle usine de cellulose a été autorisée, dans le département de Durazno, Uruguay.

Ils exigent la suspension des travaux en cours, tant que ces exigences ne soient pleinement respectées.

Le gouvernement précédent, sous la pression de respecter les délais convenus dans le contrat, alors qu'UPM n'avait pas encore confirmé sa décision d'investissement, a autorisé l'usine de cellulose à condition que l'entreprise présente par la suite les éléments clés manquants du projet. Cependant, UPM a commencé la construction de l'usine sans répondre aux exigences, dont certaines définissent la viabilité ou non du projet. En savoir plus aqui.

<http://www.guayubira.org.uy/2020/11/movus-fait-appel-a-la-justice-dordonner-la-suspension-des-activites-de-chantier-pour-linstallation-industrielle-de-cellulose-upm/>

Dictionnaire du développement

Cet ouvrage de 1992, édité par Wolfgang Sachs, rassemble plus de 15 concepts clés qui ont servi de base et de moyen d'expansion pour le discours destructeur du « développement ». Chacun des concepts analysés cristallise un ensemble d'hypothèses qui renforcent la vision occidentale du monde, où certains aspects et domaines de la réalité sont mis en évidence et d'autres sont exclus. Une réflexion nécessaire qui reste d'actualité aujourd'hui. Vous pouvez le lire en [espagnol](#) et en [anglais](#)

Les articles du bulletin peuvent être reproduits ou diffusés en mentionnant la source suivante : **Bulletin 252 du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) : « Les banques de développement financent la spoliation et l'exploitation »** (<https://wrm.org.uy/fr/>)

[Inscrivez-vous au Bulletin du WRM](#)

Le Bulletin cherche à appuyer et à soutenir les combats des peuples qui défendent leurs forêts et leurs territoires. L'inscription est gratuite.

Vous avez manqué le dernier numéro du Bulletin WRM intitulé
« Le capitalisme vert se développe dans les communautés et les territoires »

[Vous pouvez le consulter, ainsi que tous les précédents numéros du bulletin WRM, en cliquant sur ce lien.](#)

Bulletin du Mouvement Mondial pour les Forêts (WRM)

Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et portugais

Editeur: Joanna Cabello

Appui éditorial: Elizabeth Díaz, Lucía Guadagno, Jutta Kill, Winfridus Overbeek et Teresa Pérez

Secrétariat International du WRM

Avenue General María Paz 1615 bureau 3. CP 11400, Montevideo, Uruguay

Tel/fax: +598 26056943

wrm@wrm.org.uy - <http://wrm.org.uy/fr/>